



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 30 NOVEMBRE 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3277

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 25 novembre 1907.

Le quatrième jour de novembre mil neuf cent sept, l'honorable Louis Alexandre Taschereau, avocat, de la cité de Québec, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Montmorency.

L. G. DESJARDINS,

3593 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du onze novembre 1907, de nommer M. John Gordon Greenshields, gérant de mines, de Black Lake, juge de paix en vertu de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction dans tout le district d'Arthabaska. 3573

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 30th NOVEMBER, 1907.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3278

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 25th November, 1907.

The fourth day of November, one thousand nine hundred and seven, Honorable Louis Alexandre Taschereau, advocate, of the city of Quebec, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec, to represent the electoral district of Montmorency.

L. G. DESJARDINS,

3593 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th November, 1907, to appoint Mr. John Gordon Greenshields, mines manager, of Blake Lake, justice of the peace in virtue of article 2572 of R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Arthabaska. 3574

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTE

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'en vertu
Procureur-Général. } des dispositions de l'article 74 du code municipal, il est entre autres choses décrété : "Toute municipalité de ville ou de village peut être annexée à une autre municipalité locale voisine dans le comté, par proclamation du lieutenant-gouverneur, sur une requête signée par au moins les deux tiers des électeurs de la municipalité le village ou de village ainsi que par les deux tiers des électeurs de la municipalité à laquelle on veut annexer la première ;"

Attendu que l'article 75 du code municipal décrète que telle proclamation entre en vigueur le premier jour de janvier qui suit la date de son émission :

Attendu qu'il Nous a été présenté deux requêtes des contribuables des municipalités du village de Pontgravé et de la municipalité rurale de Chenier, demandant en la manière voulue par la loi, l'annexion de la municipalité du village de Pontgravé à la municipalité rurale de Chenier, comté d'Arthabaska ;

Et attendu que Nous avons jugé à propos d'annexer la municipalité du village de Pontgravé à la municipalité rurale de Chenier ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du code municipal de Notre dite province, Nous déclarons que le territoire suivant, savoir : le village de Pontgravé, borné comme suit :

Vers le sud-est, dans le cinquième rang du canton Tingwick, par la ligne nord-ouest de chacun des lots numéros quatre cent quatre-vingt-cinq et quatre cent quatre-vingt-six (485 et 486), du cadastre officiel du susdit canton, et le prolongement de cette ligne sur toute la largeur des lots numéros quatre cent quatre-vingt-sept et cinq cent quatre (487 et 504) ; vers le sud-ouest, par la limite nord-est du lot numéro cinq cent six (506), prolongée vers le nord-ouest entre les lots numéros cinq cent trois et cinq cent cinq (503 et 505), et aussi à travers le lot numéro trois cent soixante et quatorze (374), du quatrième rang, jusqu'au prolongement de la ligne sud-est de chacun des lots numéros trois cent soixante et trois et cent soixante et un (360 et 361), et son prolongement jusqu'à la limite sud-ouest ci-haut décrite ; vers le nord-est, par la ligne sud-ouest de chacun des lots numéros trois cent cinquante-huit, quatre cent quatre-vingt-trois et quatre cent quatre-vingt-quatre (358, 483 et 484), sera et demeurera annexe à la municipalité rurale de Chenier, comté d'Arthabaska, à compter du premier jour de janvier mil neuf cent huit (1908).

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidele et Bien-Aimé l'Honorable

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS, in virtue
Attorney General. } of the provisions of article 74 of the municipal code, it is, amongst other things, enacted that : "Every town or village municipality may be annexed to another adjoining local municipality in the county, by proclamation of the Lieutenant Governor, on a petition signed by at least two thirds of the electors of such town or village municipality, as well as by two thirds of the electors of the municipality to which such first named municipality is sought to be annexed ;"

Whereas article 75 of the municipal code enacts that such proclamation shall come into force on the first day of January, following the date of its issue ;

Whereas two petitions have been presented to us from the ratepayers of the municipality of the village of Pontgravé and of the rural municipality of Chenier, praying in the manner required by law, for the annexation of the municipality of the village of Pontgravé to the rural municipality of Chenier, county of Arthabaska ;

And whereas We have deemed it expedient to annex the municipality of the village of Pontgravé to the rural municipality of Chenier ;

THEREFORE, in virtue of the provisions of the municipal code of Our said province, We declare that the following territory to wit : the village of Pontgravé, bounded as follows :

On the south west, in the fifth range of the township of Tingwick, by the north western line of each of the lots numbers four hundred and eighty five and four hundred and eighty six (485 and 486), of the official cadastre of the said township, and the prolongation of the said line over the whole width of lots numbers four hundred and eighty seven and five hundred and four (487 and 504) ; on the south west by the north eastern boundary of lot number five hundred and six (506), prolonged towards the north west between the lots numbers five hundred and three and five hundred and five (503 and 505), and also across lot number three hundred and seventy four (374), of the fourth range to the prolongation of the south eastern line of lots numbers three hundred and sixty and three hundred and sixty one (360 and 361) ; on the north west by the said south eastern line of lots numbers three hundred and sixty and three hundred and sixty one (360 and 361), and its prolongation to the south western boundary above described ; on the north east by the south western line of each of the lots numbers three hundred and fifty eight, four hundred and eighty three and four hundred and eighty four (358, 483 and 484), shall be and remain annexed to the rural municipality of Chenier, county of Arthabaska, from the first day of January, one thousand nine hundred and eight (1908).

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the

SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3595

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-UNIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

2699

Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By order,

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3596

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the SEVENTEENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec

A Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

2700

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Toronto Bedding Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Victor Morin, notaire, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 20 novembre 1907. 3575

La compagnie "Dominion Metal and Manufacturing Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frank Harold Lewis, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 25 novembre 1907. 3611

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le sousigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Champlain, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Jean des Piles".

G. A. GIGAULT,
Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 27 novembre 1907. 3609

AVIS.

La formation d'une association sous le nom de "Young Ladies Hebrew Orphans Protective Association", dans le but aux moyens de contribution et souscriptions volontaires, dons et donations de ses membres ou du public afin de secourir, aider et assister ses membres affligés ou souffrants de maladie, accident, revers de fortune, et les veuves et orphelins, et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et enfants, aider et réformer ceux qui sont ruinés, et pour autres fins semblables, a été autorisée par ordre en conseil, en date du 26 novembre 1907.

Le principal bureau de l'association sera dans la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 27 novembre 1907. 3625

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 novembre 1907.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que l'article suivant soit substitué à l'article douzième des règlements des Bois et Forêts.

12. Il n'est pas permis aux licenciés de couper sur les Terres de la Couronne, le pin de moins de douze pouces, l'épinette de moins de 11 pouces, ni les autres arbres de moins de neuf pouces de diamètre sur la souche, à trois pieds du sol. Mais il leur est permis de couper l'épinette de sève à sept pouces de diamètre sur la souche, comme susdit.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

3621

Government Notices

"The Toronto Bedding Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services or proceedings instituted against it, is Mr. Victor Morin, notary, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 20th November, 1907. 3576

"The Dominion Metal and Manufacturing Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits or proceedings instituted against it, is Mr. Frank Harold Lewis, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 25th November, 1907. 3612

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter XX, the undersigned authorizes the formation of this club, which is, hereby, constituted in corporation :

In the county of Champlain, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint-Jean des Piles".

G. A. GIGAULT,
Deputy Minister of Agriculture.

Montreal, 27th November, 1907. 3610

NOTICE

The formation of an association under the name of "Young Ladies Hebrew Orphans Protective Association", with the purposes, by means of contribution and voluntary subscriptions, gifts and donations of its members or of the public to secure aid and assist those afflicted or suffering from sickness, accident, reverses of fortune, and widows and orphans, and to prevent acts of cruelty against women and children, to go to the assistance and reform those who are fallen, and for other analogous purposes, has been authorized by order in council, dated the 26th of November, 1907.

The head office of the association will be in the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 27th November, 1907. 3626

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 26th November, 1907.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Ordered that the following article be substituted for article twelfth of the Woods and Forests regulations.

12. Licensees are forbidden to cut on Crown Lands, pine trees measuring less than 12 inches in diameter, spruce trees measuring less than 11 inches in diameter and trees of other descriptions measuring less than 9 inches in diameter at the stump, three feet above the ground. But they are permitted to cut swamp spruce at a diameter of seven inches at the stump, as aforesaid.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

3622

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 novembre 1907.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

En vertu des pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil, par l'article 1580 de la loi des mines, par. 4, il est ordonné que l'ordre en conseil No 12, du 7 de janvier dernier (1907), soit amendé, en ce qui concerne la classification des minéraux en minéraux supérieurs et en minéraux inférieurs, en ajoutant à la liste de ces derniers les eaux minérales.

Il est ordonné de plus que dans le cas de concessions pour eaux minérales, les terrains vendus puissent être de moins de 100 acres en superficie, suivant les circonstances.

GUSTAVE GRENIER,

3623

Greffier du Conseil Exécutif.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 novembre 1907.

Présent : LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné qu'un tarif de péage soit établi en faveur de M. Lactance Gauthier, de Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables, comté de Portneuf, fixant à quatorze centins et un sixième par mille pieds, mesure de planche, la somme à prélever pour le flottage des billots, ou leur équivalent en toute espèce de bois, sur la portion de la rivière Propre, comté de Portneuf, améliorée par le dit M. Gauthier, c'est-à-dire depuis le petit lac Brûlé jusqu'au petit lac Huron, et ce conformément aux dispositions de l'acte 54 Vict., ch. 25, article 2972f.

GUSTAVE GRENIER,

3617

Greffier du Conseil Exécutif.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 novembre 1907.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Vu qu'en vertu des articles 1394-1, de la loi de la pêche, et 1420a, de la loi de la chasse, il est permis au lieutenant-gouverneur-en-conseil de faire tous les règlements nécessaires pour mettre à effet les dispositions de ces lois ;

Il est ordonné qu'à l'avenir toute personne ou club qui aura reçu du département des permis de chasse et de pêche pour être vendus aux personnes non domiciliées dans la province qui viennent y faire la chasse ou la pêche, devra faire un rapport assermenté au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dans le mois suivant la clôture de la saison de la chasse ou de la pêche, suivant le cas, du nombre de permis vendus et du montant collecté, le tout suivant une formule qui sera préparée et fournie par le ministre.

GUSTAVE GRENIER,

3619

Greffier du Conseil Exécutif.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinze novembre 1907, constituant en corporation MM. Joseph Huette, entrepreneur-ferblantier, Théodore Godbout et Albert Morin, manufacturiers, Joseph Berthiaume, hôtelier, Joseph Alfred Godard, Henri Raymond et Henri Sicotte, marchands, de la cité de Saint-Hyacinthe, dans le but de l'organisation et de l'administration d'expositions ou de concours d'animaux, de produits agricoles, horticoles et autres produits de la ferme, d'œuvres d'art ou d'in-

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 26th November, 1907.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

In virtue of the powers conferred on the Lieutenant Governor in Council, by article 1580, par. 4 of the mining law, it is ordered that order in council No. 12, of the 7th January last (1907), be amended, in so far as regards the classification of minerals as superior metals and inferior metals, by adding mineral waters to the list of the latter.

It is further ordered that in the case of concessions for mineral waters, the lots so d may be less than 100 acres in superficies, according to circumstances.

GUSTAVE GRENIER,

3624

Clerk of the Executive Council.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 26th November, 1907.

Present : THE LIEUTENANT-GOVERNOR in Council.

It is ordered that a tariff of tolls be established in favor of Mr. Lactance Gauthier, of Saint Remi du Lac aux Sables, county of Portneuf, fixing the rate of toll at fourteen and one sixth cents per thousand feet, board measure, for floating logs or their equivalent in timber of all kinds on the portion of the Propre river, county of Portneuf, improved by the said Mr. Gauthier, that is to say from little Lake Brulé to little Lake Huron, in accordance with the provisions of the act 54 Vict., ch. 25, article 3972f.

GUSTAVE GRENIER,

3618

Clerk of the Executive Council.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 26th November, 1907.

Present : The LIEUTENANT-GOVERNOR in Council.

Considering that in virtue of articles 1394-1, of the fishery laws and 1420a, of the game laws, the Lieutenant Governor in Council is empowered to adopt the necessary regulations for carrying out such laws ;

It is ordered that in future every person or club that shall have received from the department fishing or hunting licenses to be sold to persons not domiciled in the province coming to hunt or fish therein, shall send in a sworn report to the minister of Colonization, Mines and Fisheries, during the month following the close of the hunting or fishing season, as the case may be, stating the number of licenses sold and the amount collected, the whole in accordance with a form to be prepared and supplied by the minister.

GUSTAVE GRENIER,

3620

Clerk of the Executive Council.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1907, incorporating Messrs. Joseph Huette, tinsmith and contractor, Théodore Godbout and Albert Morin, manufacturers, Joseph Berthiaume, hotel-keeper, Joseph Alfred Godard, Henri Raymond and Henri Sicotte, merchants, of the city of Saint Hyacinth, for the following purposes, to organize and manage exhibitions or competitions of live stock, agricultural, horticultural and other farm produce, works of art or of domestic

dustrie domestiques, manufacturières ou autres, ouverts aux comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot, Rouville, Richelieu, Verchères, Chambly et Yamaska, et autres localités de la province ou de la Puissance qui y contribueraient et y concourront ;

L'acquisition et la location, pour les fins d'exposition, de biens-fonds que la compagnie pourra ensuite vendre, louer, sous louer en tout ou en partie, hypothéquer, ou affecter à la garantie de bons ou obligations qu'elle aura le pouvoir d'émettre pour un montant n'excédant pas les trois quarts de son capital actions, ou de la valeur évaluée de ses immeubles ;

La perception de souscription ou de toutes sommes de deniers qui pourraient être accordées pour les fins d'expositions, de droits d'entrée sur le terrain et de la part des exposants ainsi que de la direction de la vente sur le terrain pendant les expositions, de rafraichissements, d'aliments et d'autres produits et effets quelconques, le tout en se conformant aux lois de la province ;

L'exploitation de ses terrains ou propriétés en outre des fins ci-dessus mentionnées, comme terrains de courses et comme lieux de récréation et d'amusements, sous le nom de "La Compagnie d'Exposition des Comtés de Québec Sud", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de novembre 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3579

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de novembre 1907, constituant en corporation MM. Henry Weinfeld et Léon Faribault, avocats, Charles Noble, gentilhomme, Noritz Rosenberger et Adrien Lavardure, comptables, de la cité de Montréal, dans le but de faire les affaires de courtiers et d'agents, et de procurer le capital, crédit ou autre aide pour établir, étendre ou réorganiser toute entreprise ou industrie faite légalement ou projetée par toute personne ou corporation. Faire le commerce de stocks, bons, débentures, grain, coton, métaux, provisions et toutes affaires faites ordinairement par les courtiers. Acquérir et posséder par aucun titre quelconque des meubles et immeubles ; les garantir, louer, aliéner par aucun titre ou en disposer et hypothéquer ses immeubles. Faire les affaires en général ayant rapport aux affaires ci-dessus mentionnées et en général conduire aucune et toute sorte d'affaires qui peuvent être nécessaires ou accessoires à la mise en opération d'aucune des affaires ou opérations ci-dessus mentionnées. Faire, donner ou émettre en paiement ou échange, en tout ou en partie, pour toute propriété mobilière ou immobilière, droits, licences, privilèges ou propriété qui peut être achetée, louée ou acquise autrement par cette compagnie, actions du fonds social non souscrit de la compagnie payées et non imposables pour versements conformément aux termes et conditions d'aucune convention passée à cette fin, par et entre la compagnie et aucun tel vendeur, bailleur ou cédant, à ou avant l'émission des dites actions payées, sous le nom de "A. Colson Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisée en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quinzième jour de novembre 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3577

industry, manufactures or other works, open to the counties of Saint Hyacinth, Bagot, Rouville, Richelieu, Verchères, Chambly and Yamaska, and other places in the province or Dominion which may contribute thereto and compile therein ;

To acquire and lease for exhibition purposes real estate which the company may afterwards sell, let or sublet wholly or partly, and hypothecate or pledge for the security of the bonds or debentures it shall have power to issue to an amount not exceeding three fourths of its capital stock or of the estimated value of its immoveables ;

To collect subscriptions or all other sums of money that may be granted for exhibition purposes, admission fees to the grounds and from exhibitors as well as to control the sale on the grounds during exhibitions of refreshments, food and other products and articles whatsoever, the whole in accordance with the laws of the province.

To make use of its grounds or property in addition to the purposes aforesaid as race-courses and places of amusement and recreation, under the name of "La Compagnie d'Exposition des comtés de Québec Sud", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this nineteenth day of November, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary

3580

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1907, incorporating Messrs. Henry Weinfeld and Léon Faribault, advocates, Charles Noble, gentleman, Noritz Rosenberger and Adrien Lavardure, accountants, of the city of Montreal, for the purpose to carry on business as brokers and agents, and to procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or reorganising any enterprise or industry lawfully carried on or intended to be carried on by any person or corporation. To deal in stocks, bonds, debentures, grain, cotton, metals, provisions and all articles usually dealt in by brokers. To acquire and hold by any titles whatsoever moveable and immoveable property ; pledge lease, alienate or dispose of the same by any title, and to hypothecate its immoveable property. To do a general trading business in connection with any of the businesses above defined and generally to conduct any and every kind of business that may be necessary or accessory to the carrying on of any of the businesses or operations hereabove defined. To make, allot or issue in payment or exchange, in whole or in part, for any real or personal property, rights, licences, privileges or property which may be purchased, taken on lease or otherwise acquired by this company, shares of the unsubscribed capital stock of the company as paid up and unassessable for calls in accordance with the terms and provisions of any agreement executed in that behalf, by and between the company and any such vendor, lessor or grantor, at or before the issue of said paid up shares, under the name of "A. Colson Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fifteenth day of November, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3578

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. Adélaïd Gilbert, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Georges, comté et district de Beauce, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J. A. E. Chaperon, en son vivant notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Georges, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3613

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph-Séverin Beaudet, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville d'Acton, en le comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Magloire Bordua, en son vivant notaire public, pratiquant en la dite ville d'Acton, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3467.3

No 2271.07.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de division de municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Moïse, dans le comté de Matane, le village de Saint-Moïse, tel que constitué par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province, en date du 2 octobre 1906, et les biens-fonds du canton McNider, portant les numéros 1, 2, 3 et 4, des 8e et 9e rangs de ce canton, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village de Saint-Moïse".

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908. 3507-2

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par William Barnard, Samuel Reddy, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu George Robert William Kittson, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité de Montréal, dit district, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3387.4

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, par toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. Adélaïd Gilbert, esquire, notary public, practising and residing at Saint Georges, county and district of Beauce, by which he ask for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late J. A. E. Chaperon, in his lifetime notary public, practising and residing at Saint Georges, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary

3614

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Severin Beaudet, esquire, notary public, practising and residing in the town of Acton, county of Bagot, district of Saint Hyacinthe, by which he ask for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Magloire Bordua, in his lifetime notary public, practising at the said town of Acton, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial Code.

RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3468

No 2271.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for division of a school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Moïse, in the county of Matane, the village of Saint Moïse, as constituted by proclamation of the Lieutenant Governor of the province, dated the 2nd October, 1906, and the lots of the township of McNider, bearing the numbers 1, 2, 3 and 4, of the 8th and 9th ranges of that township, and to erect that territory into a separate school municipality under the name of the "Village of Saint Moïse".

Such erection, if authorized, shall take effect only on the 1st of July next, 1908. 3508

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by William Barnard, Samuel Reddy, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, district of Montreal, by which he ask for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late George Robert William Kittson, in his lifetime notary public, practising at the city of Montreal, said district, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3338

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line

toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphie, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C.

3279

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un bûvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

3280

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill; shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act,"

Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'un amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'imprimeur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours

or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before

avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3281 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

AVIS.

Une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour réviser et refondre les divers actes concernant l'incorporation de la cité de Hull.

T. P. FORAN,
Procureur de la cité.
Hull, 23 novembre 1907. 3587

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte d'incorporation de l'Œuvre du Patronage de Saint Hyacinthe, corporation religieuse se dévouant aux œuvres de charité et de jeunesse.

C. N. HAMEL,
Procureur.
Saint Hyacinthe, 12 novembre 1907. 3671

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte pour faire une disposition spéciale pour le partage des biens de feu John Redpath, en son vivant de la cité de Montréal, et pour ratifier et confirmer deux actes passés devant W. de M. Marler, N. P., à Montréal, le 5e jour d'octobre 1907, entre Francis Robert Redpath et autres d'une part, et le dit Francis Robert Redpath, Huntly Redpath Drummond et George Hyde, d'autre part, et que les dits actes soient déclarés obligatoires pour toutes personnes ayant ou réclamant par et en vertu du testament du dit feu John Redpath, aucun intérêt dans ou sur aucune des propriétés décrites dans les dits actes ou y ayant rapport.

FLEET, FALCONER,
WILLIAMS & BOVEY,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 30 novembre 1907. 3663

Avis public est par les présentes donné par MM. Agésilas LePage, Wilfrid Levêque et J. A. Tremblay, tous marchands, de Bagotville, comté de Chicoutimi, qu'une demande sera faite à la législature provinciale Québec, à sa prochaine session, pour un bill incorporant "La Compagnie de Chemin de Fer de la Baie des Ha! Ha!", avec la pouvoir de construire et exploiter un chemin de fer depuis un point quelconque entre Jonquières et Chicoutimi, sur le parcours du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean jusque sur les bords de la Baie des Ha! Ha!, et tous autres pouvoirs que de droits pour atteindre ses fins.

CHOQUETTE, GALIPEAU
& METAYER,
Procureurs des requérants.
Québec, 8 novembre 1907. 3499.2

the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3282 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

NOTICE.

Application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to revise and to consolidate the several acts concerning the incorporation of the city of Hull

T. P. FORAN,
City solicitor.
Hull, 23rd November, 1907. 3588

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "L'Œuvre du Patronage de Saint Hyacinthe", a religious corporation devoted to work of charity in connection with young people.

C. N. HAMEL,
Attorney.
Saint Hyacinth, 12th November, 1907. 3672

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to make special provision for the partition of the estate of the late John Redpath, in his lifetime of the city of Montreal, and to ratify and confirm two deeds passed before W. de M. Marler, N. P., at Montreal, on the 5th October, 1907, between Francis Robert Redpath and others, of the one part, and the said Francis Robert Redpath, Huntly Redpath Drummond and George Hyde, of the other part, and to have the said deeds declared binding on all persons having or claiming under or by reason of the will of the said late John Redpath, any interest in or to any of the property in said deeds described or referred to.

FLEET, FALCONER,
WILLIAMS & BOVEY,
Solicitors for applicants.
Montreal, 30th November, 1907. 3664

Public notice is hereby given by Messrs. Agésilas LePage, Wilfrid Levesque and J. A. Tremblay, merchants, of Bagotville, county of Chicoutimi, that application will be made to the Quebec Provincial Legislature, at its next session, for an act to incorporate "La Compagnie de Chemin de Fer de la Baie des Ha! Ha!", with power to build and operate a railway from some point between Jonquières and Chicoutimi, on the line of the Quebec and Lake Saint John Railway to the shores of Ha! Ha! Bay, with all other lawful powers to attain its objects.

CHOQUETTE, GALIPEAU,
& METAYER,
Attorneys for petitioners.
Quebec, 8th November, 1907. 3500

Avis est par le présent donné que Joseph Ménard, Léonel Ménard et Dom. Maxwell présenteront à la prochaine session de la législature de Québec, une demande à la fin d'obtenir un bill privé pour annuler la clause portant prohibition d'aliéner, vendre ou hypothéquer une terre à eux trois donnée par acte authentique en date du 25 février 1892, par feu Joseph Maxwell.

J. H. W. RENAUD,
Procureur des requérants.

Montréal 13 novembre 1907. 3525-2

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. }

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville d'Acton s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour refondre sa charte, 53 Victoria, chap. 73, la déclarant sujette aux dispositions de la loi concernant les cités et villes de 1903, 3 Ed. 7, ch. 38, avec certains amendements, pour entre autres choses, changer son nom en celui de ville d'Acton Vale, diviser la municipalité en quartiers, et autres fins.

J. S. BEAUDET,
Procureur de la requérante.

Ville d'Acton, 8 novembre 1907. 3419-3

Avis est par les présentes donné que Joseph Flavien Béique, bourgeois, Ovide Ostiguy, médecin, tous deux de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, Joseph Miville Deschesnes, surintendant du canal de Beauharnois, de la paroisse de Saint-Clément, district de Beauharnois, Emile Ostiguy, médecin, des cité et district de Saint-Hyacinthe et Edouard Gohier, agent d'immeubles, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant et ceux qu'ils pourront s'adjoindre, en compagnie à fonder social sous le nom de "La Compagnie d'assurance : L'Union Saint-Jean-Baptiste du Canada", et leur octroyant une charte avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de re-assurance sur la vie, contre les accidents et les maladies, et aussi des contrats d'assurance de garantie, de consentir, vendre ou acheter des contrats d'annuités, d'accorder des polices de dotation et généralement de faire des opérations d'assurance sur la vie, contre les accidents et les maladies, et aussi des opérations d'assurance de garantie, dans toutes leurs branches et sous toutes leurs formes, et de faire et exécuter toute autre chose se rattachant aux opérations de ces divers genres d'assurance et de re-assurance de nature à les faciliter, et pour autre fins.

D. McAVOY,
Procureur des requérants.

Valleyfield, 29 octobre 1907. 3481-3

Avis est par le présent donné que le Club Université de Montréal s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement sa charte, lui donnant le pouvoir entre autres choses d'acquérir et posséder des immeubles et les hypothéquer, vendre ou transporter, émettre des bons gages sur ses immeubles, et de faire toutes choses requises pour la mise en opération d'un club.

FLEET, FALCONER,
WILLIAMS & BOVEY,
Procureurs des requérants.

5 novembre 1907. 3423-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de l'Hôpital Alexandra, en augmentant le nombre des gouverneurs du dit hôpital.

FLEET, FALCONER,
WILLIAMS & BOVEY,
Procureurs du requérant.

5 novembre 1907. 3385-4

Notice is hereby given that Joseph Ménard, Léonel Ménard and Dom. Maxwell will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to set aside the clause containing a prohibition to alienate, sell or hypothecate a lot of land given them by an authentic deed dated 25th February, 1892, by the late Joseph Maxwell.

J. H. W. RENAUD,
Solicitor for petitioners.

Montreal, 13th November, 1907. 3526

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. }

Notice is hereby given that the corporation of the town of Acton will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, 53 Victoria, chapter 73, to declare it subject to the provisions of the cities and towns' act 1903, 3 Ed. VII, ch. 38, with certain amendments, for the following amongst other purposes, to change its name to that of the town of Acton Vale, to divide the municipality into wards and for other objects.

J. S. BEAUDET,
Attorney for petitioner.

Town of Acton, 8th November, 1907. 3420

Notice is hereby given that Flavien Joseph Béique, gentleman, Ovide Ostiguy, physician, both of the city of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois, Joseph Miville Deschesnes, superintendent, of the parish of Saint Clément, district of Beauharnois, Emile Ostiguy, physician of the city and district of Saint-Hyacinthe, and Edouard Gohier, real estate agent, of the town of Saint Laurent, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them and those who may be associated with them, as a joint stock company, by the name of "La Compagnie d'assurance : L'Union Saint-Jean-Baptiste du Canada" and granting them a charter with power to make contracts for life insurance and re-insurance, against accidents, sickness and also warranty contracts, to make, sell or buy contracts of annuities, to grant endowments and generally to carry on the business of life insurance, against accidents and against sickness; and also warranty contracts, in all their branches and in all their forms, and to do and execute any thing else relating to these operations of these kinds of insurance and re-insurance and of a nature to facilitate them, and for other purposes.

D. McAVOY,
Attorney for petitioners.

Valleyfield, 29th October, 1907. 3482

Notice is hereby given that University Club of Montreal will, at the next session of the Legislature, apply for an act amending its charter, giving it power among other things to acquire and hold real estate and the same to hypothecate, sell or transfer, to issue bonds secured on its real estate, and to do all such things as are requisite for the carrying on of a club.

FLEET, FALCONER,
WILLIAMS & BOVEY,
Attorneys for applicants.

5th November, 1907. 3424

Notice is hereby given that of the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for an act to amend the charter of the Alexandra Hospital, by increasing the number of the governors of the said hospital.

FLEET, FALCONER,
WILLIAMS & BOVEY,
Attorneys for applicant.

5th November, 1907. 3386

Avis public est par les présentes donné que Ernest F. DeVarennas, notaire et membre du conseil législatif de la province de Québec, demeurant en la ville de Waterloo, district de Bedford, François Amable Albert Labelle, notaire, de Hull, Joseph Henri Olivier, notaire, de Saint-Louis du Mile End, François Xavier A. Boisseau, notaire, de Saint-Hyacinthe, Félix Henri Schetagne, notaire, de Sainte-Anne de Bellevue, Louis Philippe Sirois, notaire, de Québec, Michel Philéas Laberge, notaire, de Cedar Hall, Joseph Pierre Alphonse Bégin, notaire, de Windsor Mills, Valère Gosselin, notaire, de Saint-Joseph de Beauce, Joseph Alfred Nadeau, notaire, d'Iberville, et Albéric Archie Mondou, notaire, de Pierreville, tous de la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte, les incorporant eux et ceux qui pourront s'adjoindre à eux en compagnie à fonds social, sous le nom de "The Strathcona Fire Insurance Company", avec bureau principal dans le village de Pierreville, dans le district de Richelieu, avec pouvoirs de faire des contrats d'assurance et de ré-assurance contre le feu, et de faire et exécuter tout autre chose se rattachant à ses opérations et de nature à les faciliter, et pour toutes autres fins.

A. A. MONDOU, N. P.
Procureur des requérants.
Pierreville, 19 octobre 1907. 3197.6

Public notice is hereby given that Ernest F. DeVarennas, notary and member of the Legislative council of the province of Quebec, residing in the town of Waterloo, district of Bedford, François Amable Albert Labelle, notary, of Hull, Joseph Henri Olivier, notary, Saint Louis du Mile End, François Xavier A. Boisseau, notary, of Saint Hyacinth, Félix Henri Schetagne, notary, of Sainte Anne de Bellevue, Louis Philippe Sirois, notary, of Quebec, Michel Philéas Laberge, notary, of Cedar Hall, Joseph Pierre Alphonse Bégin, notary, of Windsor Mills, Valère Gosselin, notary, of Saint Joseph de Beauce, Joseph Alfred Nadeau, notary, of Iberville, and Albéric Archie Mondou, notary, of Pierreville, all of the province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate them and such persons as may associate themselves with them as a joint stock company, under the name of "The Strathcona Fire Insurance Company", with its head office in the village of Pierreville, in the district of Richelieu, with power to enter into contracts of insurance and re-assurance against fire, and to do and execute all other things connected with its operations and of a nature to facilitate the same, and for all other purposes.

A. A. MONDOU, N. P.,
Solicitor for applicants.
Pierreville, 19th October, 1907. 3198

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 3552.

Dame Demerise Lebreux, épouse de Azarias Rioux, mécanicien, tous deux de la paroisse de Saint-Moïse, district de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice, a, le 23 août 1907, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

FISSET & TESSIER,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 25 novembre 1907. 3591

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 244.

Dame Ella McAllister, épouse commune en biens de Walter S. Morgan, mécanicien, de la ville de Coaticook, district de Saint-François, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

ST PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 8 novembre 1907. 3589

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 859.

Dame Aimée Meloche, épouse d'Alphonse Desjardins, entrepreneur-plâtrier, de la ville de Delorimier, district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

J. B. DOUTRE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 12 novembre 1907. 3597

Une action en séparation de biens a été intentée le 5 novembre 1907, par Dame Marie-Louise Forget, épouse de François-Xavier Poirier, journalier, du canton Wolfe, district de Terrebonne, contre son dit mari, sous le numéro 322, des dossiers de la cour supérieure du district de Terrebonne.

NANTEL & ROCHON,
Avocats de la Demanderesse.
Sainte-Scholastique, 25 novembre 1907. 3603

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 3552.

Dame Demerise Lebreux, wife of Azarias Rioux, machinist, both of the parish of Saint-Moïse, district of Rimouski, duly authorized by the court, has, on 23rd August, 1907, taken a suit against her husband for separation as to property.

FISSET & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 25th November, 1907. 3592

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 244.

Dame Ella McAllister, wife common as to property of Walter S. Morgan, of the town of Coaticook, district of Saint Francis, mechanic, has, this day, taken an action for separation of property against her said husband.

ST PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 8th November, 1907. 3590

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 859.

Dame Aimée Meloche, wife of Alphonse Desjardins, plasterer, of the town of Delorimier, district of Montreal, has, this day, instituted against her husband an action for separation as to property.

J. B. DOUTRE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 22nd November, 1907. 3598

An action for separation as to property has been instituted on the 5th November, 1907, by Dame Marie Louise Forget, wife of François Xavier Poirier, laborer, of the township of Wolfe, district of Terrebonne, against her said husband, under the number 322, of the records of the superior court for the district of Terrebonne.

NANTEL & ROCHON,
Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 25th November, 1907. 3604

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3031.
Dame M. Louise Archambault, épouse commune en
biens de Philippe Allard, entrepreneur, tous deux
des cité et district de Montréal, la dite femme
Archambault dûment autorisée,
Demanderesse ;
vs
Philippe Allard, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour.
DORAIS, DORAIS & BESSETTE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 15 novembre 1907. 3599

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 60.
Marie Hélène Nadeau, épouse commune en biens
de Joseph Elzéar Collin, plombier, tous deux de
Québec,
Demanderesse ;
vs
Le dit Joseph Elzéar Collin, Défendeur.
La d. maundersse a institué, ce jour, une action
en séparation de biens contre le défendeur.
F. O. DROUIN,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 28 novembre 1907. 3669

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
No. 290.
Dame Rose Delima Carignant, épouse de Napoléon
Gosselin, hôtelier, de la ville d'Arthabaska,
dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs
Le dit Napoléon Gosselin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 20e jour de novembre 1907.

WALSH & POISSON,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, P. Q., 20 novembre 1907. 3559 2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 2329.
Dame Léa Desrochers, de Lévis, épouse de Adélard
Monier, machiniste, de Lévis, dûment autorisée à
ester en justice,
Demanderesse ;
vs
Le dit Adélard Monier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le dix-neuvième jour de novembre
1907.

FRANCEUR & VIEN,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 19 novembre 1907. 3555-2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 2130.
Dame Delphine Roy, épouse de Louis Brousseau,
meublier, de la cité de Québec, a, le 8 octobre der-
nier, intenté une action en séparation de biens
contre son mari.
BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 6 novembre 1907. 3429-3

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4851.
Dame Christiana St-Amand, de Massueville, dis-
trict de Richelieu, a, ce jour, pris une action en
séparation de biens contre son mari, Adélard Joli-
cœur, voiturier, du même lieu.
ETHIER & LEFEBVRE,
Avocats de la demanderesse.
Sorel, 24 octobre 1907. 3285 5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3031.
Dame M. Louise Archambault, wife common as to
property of Philippe Allard, contractor, both of
the city and district of Montreal, the said women
Archambault duly authorized,
Plaintiff ;

vs
Philippe Allard, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted, this day.
DORAIS DORAIS & BESSETTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th November, 1907. 3600

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 60.
Marie Hélène Nadeau, wife common as to property
with Joseph Elzéar Collin, plumber, both of
Quebec,
Plaintiff ;
vs
The said Joseph Elzéar Collin, Defendant.
The plaintiff has instituted, this day, an action for
separation as to property against the defendant.
F. O. DROUIN,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 28th November, 1907. 3670

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 290.
Dame Rose Delima Carignant, wife of Napoléon
Gosselin, hotel-keeper, of the town of Arthabaska,
duly authorized to sue in justice,
Plaintiff ;
vs
The said Napoléon Gosselin, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, the 20th day of November,
1907.

WALSH & POISSON,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, P.Q., 20th November, 1907. 3560

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 2329.
Dame Léa Desrochers, of Lévis, wife of Adélard
Monier, machinist, of Lévis, duly authorized to
appear in judicial proceedings, Plaintiff ;
vs
The said Adélard Monier, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the nineteenth day of
November, 1907.

FRANCEUR & VIEN,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 19th November, 1907. 3556

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 2130.
Dame Delphine Roy, wife of Louis Brousseau,
cabinetmaker, of the city of Quebec, has, on the
8th October last, taken out a suit against her hus-
band for separation as to property.
BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 6th November, 1907. 3430

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No 4851.
Dame Christiana St-Amand, of Massueville, dis-
trict of Richelieu, has, this day, taken an action
for separation as to property against her husband,
Adélard Jolicœur, wheelwright, of the same place.
ETHIER & LEFEBVRE,
Attorneys for plaintiff.
Sorel, 24th October, 1907. 3286

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Octavie Occilia Pepin dit Lalumière, de la
paroisse de Boucheville, district de Montréal,
épouse de Wilfrid Birtz dit Desmarteau, cultiva-
teur, autrefois du même lieu, maintenant de
lieux inconnus, Demanderesse ;

vs

Le dit Wilfrid Birtz dit Desmarteau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 8 novembre courant.
JOSEPH B. DE BOUCHERVILLE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 8 novembre 1907. 3445-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
Dame Octavie Occilia Pepin dit Lalumière, of the
parish of Boucheville, district of Montreal, wife
of Wilfrid Birtz dit Desmarteau, farmer, formerly
of the same place, now of unknown places,
Plaintiff ;

vs

The said Wilfrid Birtz dit Desmarteau, Defendant.
An action for separation of property has been
brought in this cause, on the 8th November instant.
JOSEPH B. DE BOUCHERVILLE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 8th November, 1907. 3446

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 289.

Dame Valérie, épouse commune en biens de David
Paradis, cultivateur, de la paroisse de Notre-
Dame du Rosaire, district de Montmagny, due-
ment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit David Paradis, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 11 novembre 1907.
FRANCEUR & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Montmagny, 20 novembre 1907. 3551-2

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 289.

Dame Valérie, wife common as to property of David
Paradis, farmer, of the parish of Notre Dame du
Rosaire, district of Montmagny, duly authorized
to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said David Paradis, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 11th November, 1907.
FRANCEUR & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Montmagny, 20th November, 1907. 3552

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

Dame Sara Letitia Sasseville, de la paroisse de
Sainte Marie, district de Beauce, épouse de Michel
David Armaly, photographe, du même lieu,
dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Michel David Armaly, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, ce jour.
J. A. MORENCY,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Joseph, 14 novembre 1907. 3463-3

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*

Dame Sara Letitia Sasseville, of the parish of Sainte
Marie, district of Beauce, wife of Michel David
Armaly, photographer, of the same place, and duly
authorized to appear before the courts, Plaintiff ;

vs

The said Michel David Armaly, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this case, this day.
J. A. MORENCY,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, 14th November, 1907. 3464

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2544.

Dame Belzémire Euphémie Pamerleau, épouse de
Raphaël Guillemot, commis de bar, des cité et
district de Montréal, dûment autorisée à ester en
justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Raphaël Guillemot, ci-dessus désigné, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 4e jour de novembre courant
(1907).

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2544.

Dame Belzémire Euphémie Pamerleau, wife of
Raphaël Guillemot, bar-keeper, of the city and
district of Montreal, duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs

The said Raphaël Guillemot, as above designated, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, the 4th day of November
instant (1907).

J. O. FOURNIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 7 novembre 1907. 3405-4

O. FOURNIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 7th November, 1907. 3406

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François, }

Dame Donalds Beaudette, épouse commune en biens
de Augustin Fontaine, du canton d'Orford, dans
le district de Saint-François, commerçant, dûment
autorisée à ester en justice aux fins des présentes
par un des honorables juges de la cour supé-
rieure, Demanderesse ;

vs

Augustin Fontaine, du canton d'Orford, dans le
district de Saint-François, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée en cette cause, le quinzième jour
d'octobre 1907.

CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 5 novembre 1907. 3383.4

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis, }

Dame Donalds Beaudette, wife common as to pro-
perty of Augustin Fontaine, of the township of
Orford, in the district of Saint Francis, trader,
duly authorized to "ester en justice aux fins des
présentes", by one of the Honorable judges of
the superior court, Plaintiff ;

vs

Augustin Fontaine, of the township of Orford, in
the district of Saint Francis, Defendant.
An action for separation as to bed and board has
been instituted in this cause, on the fifteenth day
of October, 1907.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 5th November, 1907. 3384

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est donné par les présentes que Dame Marie Lacoste, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, épouse de Solyme Messier, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.

P. A. CHASSE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, P. Q., 28 octobre 1907. 3381.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1013.

Dame Marie-Louise Dubois, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, épouse commune en biens de Mathias Sigouin, charretier, du même lieu, a, ce jour, institué contre son dit mari, Mathias Sigouin, une action en séparation de biens.

BISAILLON & BROSSARD,
Avocats de Dame M. L. Dubois.
Montréal, 22 octobre 1907. 3313.5

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 117.

Dame Adélaïde Leblanc, de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton, district de Saint-Hyacinthe, épouse de Antoine Dupont, hôtelier, ci-devant de la paroisse de Saint-Martin, district de Montréal, et maintenant journalier, du dit lieu de Saint-Ephrem d'Upton, a, ce jour, poursuivi son époux en séparation de biens.

LUSSIER & GENDRON,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 24 octobre 1907. 3315.5

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BONAVENTURE.

Aux habitants du comté de Bonaventure.

Avis public est par le présent donné par le sousigné, L. P. LeBel, secrétaire-trésorier, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par ordre en conseil, daté le 10 octobre courant, 1907, d'approuver la résolution du conseil du comté, passée le 11 septembre dernier, érigeant en municipalité séparée, sous le nom de "La municipalité de la partie ouest du canton de Nouvelle et Shoolbred", d'un certain territoire du dit canton de Nouvelle et Shoolbred, conformément aux dispositions de l'article 37A, du code municipal de la province de Québec.

Donné sous mon seing, à New-Carlisle, ce 24e jour d'octobre 1907.

L. P. LEBEL,
3495.2 Secrétaire-trésorier C. B.

CHEMIN DE FER DE QUÉBEC ET DU
LAC SAINT-JEAN.

Avis public est par le présent donné qu'une assemblée générale et spéciale des actionnaires de la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean sera tenue jeudi, le douzième jour de décembre 1907, à trois heures de l'après-midi, dans le bureau de la compagnie, au terminus sur la rue Saint-André, dans la ville de Québec, dans le but, si tel est jugé désirable, d'autoriser les directeurs à émettre des débentures de première hypothèque n'excédant pas \$20,000 par mille, sur l'embranchement Gosford du dit chemin de fer, et sur l'embranchement du dit chemin de fer à partir de la gare de Roberval jusqu'au quai de Roberval, et pour autres fins.

J. G. SCOTT,
Secrétaire.
Québec, 19 novembre 1907. 3515-2

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Marie Lacoste, of the parish of Saint-Alexander, in the district of Iberville, wife of Solyme Messier, of the same place, farmer, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

P. A. CHASSE,
Attorney for the plaintiff
Saint Johns, P. Q., 28th October, 1907. 3382

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1013.

Dame Marie-Louise Dubois, of the town of Saint-Louis, district of Montreal, wife common as to property of Mathias Sigouin, carter, of the same place, has, this day, instituted against her husband an action for separation as to property.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for Dame M. L. Dubois.
Montreal, 22nd October, 1907. 3314

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 117.

Dame Adélaïde Leblanc, of the parish of Saint-Ephrem d'Upton, district of Saint-Hyacinth, wife of Antoine Dupont, hotel-keeper, formerly of the parish of Saint Martin, district of Montreal, and now laborer, of the said parish of Saint-Ephrem d'Upton, has, this day, taken out an action against her husband for separation as to property.

LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Saint-Hyacinth, 24th October, 1907. 3316

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
BONAVENTURE.

To the inhabitants of the county of Bonaventure.

Public notice is hereby given by the undersigned, L. P. LeBel, secretary treasurer, that, by an order in council, dated the tenth day of October instant, 1907, His Honor the Lieutenant Governor in council has been pleased to approve a resolution of the county council, passed on the 11th September last, erecting into a separate municipality, under the name of "The municipality of the south west part of the township of Nouvelle and Shoolbred", of a certain territory of the said township of Nouvelle and Shoolbred, in conformity with article 37A, of the municipal code of the province of Quebec.

Given under my hand, at New Carlisle, this 24th day of October, 1907.

L. P. LEBEL,
3496 Secretary treasurer C. B.

QUEBEC & LAKE SAINT JOHN RAILWAY.

Public notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of the Quebec & Lake Saint John Railway Company will be held on Thursday, the twelfth day of December, 1907, at the hour of three o'clock in the afternoon, at the company's office, Saint Andrew street Terminus, in the city of Quebec, for the purpose, if deemed advisable, of authorizing the directors to issue first mortgage bonds to the extent of \$20,000 per mile, on the Gosford branch of the railway, and on the branch of the railway from Roberval station to Roberval wharf, and for other purposes.

J. G. SCOTT,
Secretary.
Quebec, 19th November, 1907. 3516

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le douzième jour de décembre 1907, à dix heures a. m., au sous-sol de sa gare, rue Winsor, dont l'entrée est sur la rue Donegana, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze (12) mois; et sur le produit de la vente, la compagnie se paiera de ses taxes et de tous frais raisonnables pour l'emmagasinage, les annonces et la vente de ces marchandises et effets, et le surplus du produit de la dite vente, s'il en reste, sera retenu par la compagnie pendant une période de trois mois, pour être remis à quiconque y aura droit.

La Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique.

Par W. G. ANNABLE,
Agent général du bagage.

Montréal, 30 octobre 1907. 3311.5

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Joseph Leblanc, hôtelier, absent.

Avis est donné que, le 22^e jour de novembre 1907, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal. 3581

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re A. M. Rutenberg & Co., Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 22^e jour de novembre 1907, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits faillis sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 22 novembre 1907. 3583

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Ernest Bouthillier (Joseph Lamoureux et vir),
Failli.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Davidson, le 25^e jour de novembre courant 1907.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau (s'ils ne l'ont pas encore fait), No 15, rue Saint Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

Montréal, 26 novembre 1907. 3601

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de "The American Costume Co., Montréal,"
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18^e

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 12th day of December, 1907, at ten o'clock a. m., in the basement of its Winsor street station, with entrance on Donegana street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve (12) months; and that the company out of the proceeds of such sale will retain such tolls and reasonable charges for storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a period of three (3) months to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company.

Per W. G. ANNABLE,
General baggage agent.

Montreal, 30th October, 1907. 3312

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Joseph Leblanc, hotelkeeper, absentee.

Notice is given that, on the 22nd day of November, 1907, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street, Montreal. 3582

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re A. M. Rutenberg & Co., Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 22nd day of November, 1907, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvents.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street,
Montreal, 22nd November, 1907. 3584

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Ernest Bouthillier (Jos. Lamoureux et vir),
Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge Davidson, on the 25th day of November, 1907.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, (if they have not already done so) No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
Curator.

Montreal, 26th November, 1907. 3602

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of The American Costume Co., Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 18th

jour de décembre 1907, le et après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 30 novembre 1907. 3651

District de Québec.

Re Lazare Méthot, Québec, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 novembre 1907, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 28 novembre 1907. 3631

District de Beauce.

Re J. P. Guay, marchand, Saint-Elzéar, Beauce, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 25 novembre 1907, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 28 novembre 1907. 3629

District de Québec.

Re F. X. Méthot, marchand, Saint-Apollinaire, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 16 décembre 1907, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 28 novembre 1907. 3633

District de Québec.

Re W. A. Bertrand, Québec, marchand, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 16 décembre 1907, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 28 novembre 1907. 3635

District de Montmagny.

Thomas Bouchard, du village des Aulnaies, marchand, a, le 21 novembre 1907, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montmagny, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 28 novembre 1907. 3627

day of December, 1907, on and after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 30th November, 1907. 3552

District of Quebec.

Re Lazare Méthot, Quebec, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 26th November, 1907, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 28th November, 1907. 3632

District of Beauce.

Re J. P. Guay, merchant, Saint Elzear, Beauce, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 25th November, 1907, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 28th November, 1907. 3630

District of Quebec.

Re F. X. Méthot, merchant, Saint-Apollinaire, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 16th December, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 28th November, 1907. 3634

District of Quebec.

Re W. A. Bertrand, Quebec, merchant, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 16th December, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co.
Quebec, 28th November, 1907. 3636

District of Montmagny.

Thomas Bouchard, of the village des Aulnaies, merchant, has, on the 21st of November, 1907, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Montmagny, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 28th November, 1907. 3628.

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Lowndes Co., Ltd.,
Demanderesse, créancière ;

vs
Joseph Michaud, du canton de Shipton, dans le district de Saint-François, commerçant, et faisant affaires dans la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, comme marchand-tailleur, sous les nom et raison de Alfred Michaud & Co., Défendeur, Failli.
Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district Saint-François.

J. D. SMITH,
Gardien provisoire.

P. S. G. MacKENZIE,
Procureur du gardien provisoire.
Sherbrooke, 22 novembre 1907. 3665

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re Frs. Toupin, Saint-Justin, P. Q.,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 26^e jour de novembre 1907, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers. Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 30 novembre 1907. 3637

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re C. E. E. Authier, épiciier, Montréal,
Insolvable.

Avis est donné que le 21^e jour de novembre 1907, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

Edifice "New-York Life",
11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 25 novembre 1907. 3661

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Alphonse Pilon, hôtelier, de Sainte-Genève, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 16 décembre prochain, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

Edifice de la New-York Life,
11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 28 novembre 1907. 3659

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph Bessette, commerçant, de la paroisse de Saint-Liboire, dans le district de Saint-Hyacinthe, Débiteur insolvable ;

et
Alphérie Meunier dit Lapierre, cultivateur et voyageur de commerce, du même lieu.

Créancier requérant cession.
Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait un abandon judiciaire de ses biens pour

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of Lowndes Co., Ltd.,
Plaintiff, creditor.

vs
Joseph Michaud, of the township of Shipton, in the district of Saint Francis, trader, and doing business at the town of Richmond, in the district of Saint Francis, as a merchant tailor, under the name and style of Alfred Michaud & Co., Defendant, Insolvent.
Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made at the office of the protonotary of the superior court of the district of Saint Francis, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

J. D. SMITH,
Provisional guardian.

P. S. G. MacKENZIE,
Attorneys for provisional guardian.
Sherbrooke, 22nd November, 1907. 3666

Province of Quebec, }
District of Three Rivers } *Superior Court.*
In re Frs. Toupin, Saint Justin, P. Q.,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 26th day of November, 1907, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street,
Montreal, 30th November, 1907. 3638

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re C. E. E. Authier, grocer, Montreal,
Insolvent.

Notice is given that on the 21st day of November, 1907, by order of the court, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

New York Life Building,
11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 25th November, 1907. 3662

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Alphonse Pilon, hotel-keeper, of Sainte-Genève, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until the 16th December next, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

New York Life Building,
11, Place d'Armes, Montreal,
Montreal, 28th November, 1907. 3660

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
In the matter of Joseph Bessette, trader, of the parish of Saint Liboire, in the district of Saint Hyacinth, Insolvent debtor ;

and
Alphérie Meunier dit Lapierre, farmer and commercial traveller, of the same place.

Creditor demanding assignment.
Notice is hereby given that the said debtor has made a judicial abandonment of his property for

le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Saint-Hyacinthe, le 23ème jour de novembre 1907.

EPHREM DUPONT,
Gardien provisoire.

Saint-Hyacinthe, 27 novembre 1907. 3667

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Lazarus Tapletzky, Michael Rafalovitch, Moses Shapiro et David Shapiro, tous ci-devant de Montréal, et y ayant fait affaires comme manufacturiers de manteaux sous le nom de "Excelsior Cloak Co." et comme marchands de meubles sous le nom de "Universal Furniture Co.",

Un premier bordereau de dividendes de dix centins dans la piastre sera sujet à objection jusqu'au 17e jour de décembre prochain, le après laquelle date les collocations seront payables dans mon bureau, sur production seulement de toutes les pièces justificatives prouvant les réclamations produites.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 30 novembre 1907. 3653

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Dans l'affaire de The Sovereign Laundry Company,
En liquidation.

Je, soussigné, Patrick C. Shannon, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé liquidateur en cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

P. C. SHANNON,

Liquidateur.

Bureau de Shannon & Mundell,
Alliance Building,
107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 23 novembre 1907. 3607

AVIS AUX CREANCIERS.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 2133

Dans l'affaire de "The Lake Saint Joseph Hotel Company,"

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 25e jour de novembre 1907, le soussigné a été nommé liquidateur, et MM. F. J. Cockburn et J. G. Scott, inspecteurs de la susdite compagnie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette compagnie sont requises de les produire devant moi, attestées sous serment, sous un mois de cette date.

ERNEST F. WURTELE,

Liquidateur.

Bureau : Chambre 19,
117, Côte de la Montagne.
Québec, 27 novembre 1907. 3615

En Liquidation

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée générale des actionnaires de "The Broughton Asbestos Company", tenue dans la cité de Québec, le 21e jour de novembre 1907, il a été résolu que la dite compagnie soit dissoute et que ses affaires soient liquidées volontairement, conformément aux articles 4773 et suivants des statuts révisés de la province de Québec, et que le soussigné a été nommé liquidateur dans le but de liquider ses affaires et distribuer son actif.

Donné à Québec ce 21e jour de novembre 1907.

ERNEST F. WURTELE,

Liquidateur.

3585

the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at Saint Hyacinth, on the 23rd day of November, 1907.

EPHREM DUPONT,

Provisional guardian.

Saint Hyacinth, 27th November, 1907. 3668

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Lazarus Tapletzky, Michael Rafalovitch, Moses Shapiro and David Shapiro, all formerly of Montreal, and there having carried on business as cloak manufacturers under the style of Excelsior Cloak Co., and as furniture dealers as Universal Furniture Co.,

Insolvents.

A first dividend sheet paying ten cents on the dollar will be open to contestation until the 17th day of December next, on and after which date collocations will be payable at my office, upon production only of all vouchers proving claims filed.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 30th November, 1907. 3654

UNDER THE WINDING UP ACT.

In the matter of The Sovereign Laundry Company,
In liquidation.

I, the undersigned, Patrick C. Shannon, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed liquidator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

P. C. SHANNON,

Liquidator.

Office of Shannon & Mundell,
Alliance Building,
107, Saint James street,
Montreal, 23rd November, 1907. 3608

NOTICE TO CREDITORS.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 2133

In the matter of The Lake Saint Joseph Hotel Company,
In liquidation.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 25th November, 1907, the undersigned was appointed liquidator, and Messrs. F. J. Cockburn and J. G. Scott, inspectors of the above company.

All persons having claims against this company are requested to file them with me, attested under oath, within one month from this date.

ERNEST F. WURTELE,

Liquidator.

Office : room 19,
111, Mountain Hill.
Quebec, 27th November, 1907. 3616

In Liquidation

Notice is hereby given that at a general meeting of the shareholders of the Broughton Asbestos Company, held at the city of Québec, on the 21st day of November, 1907, it was resolved that the said company be dissolved and wound up voluntarily, according to articles 4773 and following of the revised statutes of the province of Québec, and that the undersigned was appointed liquidator for the purpose of winding up its affairs and distributing its assets.

Given at Québec, this 21st November, 1907.

ERNEST F. WURTELE,

Liquidator

3586

Règles de Cour

Rules of Court

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 1503.

Samuel Bussièrès, marchand de grains, de la cité de Québec,
 Demandeur ;

vs

Ovide Drolet, de la paroisse de Sainte-Foye,
 Défendeur ;

et

Jean-Baptiste Boivin, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Foye, *et al.*, Opposants à conserver.

Il est ordonné aux créanciers du dit défendeur insolvable de produire leurs réclamations et comptes au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Québec, à Québec, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, et ce, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

F. LANGELIER,

J. C. S.

Québec, 27 novembre 1907.

3641

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 601.

Le dix-huitième jour de novembre mil neuf cent sept.

Ovila Hogue, de la cité et du district de Montréal, comptable,
 Demandeur ;

vs

A. T. Ogilvie, de la cité et du district de Montréal, et E. Frank Mosely, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal,
 Défendeurs ;

et

Dame Margaret Watson, de la cité de Montréal, veuve de feu John Ogilvie, en son vivant meunier, du même lieu, *et al.*, *ès-qualité*,
 Tiers-saisis.

Sur ordre de cette cour, donné le dix-huitième jour de novembre 1907, les créanciers du dit A. T. Ogilvie, l'un des défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la "*Gazette Officielle de Québec*", accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

J. A. GIRARD,

Député P. C. S.

Beaubien & Lamarche,
 Procureurs du demandeur.

3503.2

Licitation

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3538.

Dame Mathilda Mayrand, Demanderesse ;

vs

Arsène Dussault, Défendeur.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 9 novembre 1907, dans une cause dans laquelle Dame Mathilda Mayrand, actuellement de Deschambault, district de Québec, et ci-devant de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, veuve de feu Joseph Dussault, en son vivant boucher, de la dite ville de Maisonneuve, district de Montréal, est Deman-

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court*
 No. 1503.

Samuel Bussièrès, grain merchant, of the city of Québec,
 Plaintiff ;

vs

Ovide Drolet, of the parish of Sainte Foye,
 Defendant ;

and

Jean Baptiste Boivin, farmer, of the parish of Sainte Foye, *et al.*, Opposants to secure charges.

The creditors of the said insolvent debtor are ordered to file their claims and accounts in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Québec, in Québec, within fifteen days from the date of the first insertion of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

F. LANGELIER,

J. S. C.

Quebec, 27th November, 1907.

3642

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 601.

The eighteenth day of November, nineteen hundred and seven.

Ovila Hogue, of the city and district of Montreal, accountant,
 Plaintiff ;

vs

A. T. Ogilvie, of the city and district of Montreal and E. Frank Mosely, of the town of Westmount, in the district of Montreal,
 Defendants ;

and

Dame Margaret Watson, of the said city of Montreal, widow of the late John Ogilvie, in his lifetime, miller, of the same place, *et al.*, *ès-qualité*,
 Tiers saisis.

Under the order of this court, given on the eighteenth day of November, 1907, the creditors of the said A. T. Ogilvie, one of the defendants in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the "*Quebec Official Gazette*", accompanied by statement of account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

J. A. GIRARD,

Deputy P. S. C.

Beaubien & Lamarche,
 Attorneys for plaintiff.

3504

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3538.

Dame Mathilda Mayrand, Plaintiff ;

vs

Arsène Dussault, Defendant.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 9th November, 1907, in a case wherein Dame Mathilda Mayrand, now of Deschambault, in the district of Québec, and heretofore of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, widow of the late Joseph Dussault, in his lifetime butcher, of the said town of Maisonneuve, district of Mont-

dresse ; et Arsène Dussault, boucher, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, est Défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

A. Un immeuble situé sur les rues Adam et Lasalle, en la ville de Maisonneuve—avec bâtisses dessus érigées, composé comme suit : les deux tiers subdivis des lots de terre connus et désignés sous les numéros cent soixante-quatorze, cent soixante-quinze et cent soixante-seize, de la subdivision officielle du lot numéro huit (2/3, 8-174, 175, 176), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, le tout formant un emplacement de soixante-quatorze pieds sur la rue Adam, par quatre-vingts pieds de profondeur sur la rue Lasalle, et borné comme suit :

En front, par la rue Adam, du côté sud-ouest par la dite rue Lasalle, en profondeur par le résidu des dits lots 8-174, 175, 176, et de l'autre côté par partie du lot 8-177, des ausdits plan et livre de renvoi officiels.

B. Un lot vacant, coin des rues Orléans et Sherbrooke, dans la ville de Maisonneuve, portant le numéro officiel 18, subdivision 1244, aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga ;

C. Un lot vacant, coin des rues Orléans et Sherbrooke, dans la ville de Maisonneuve, portant le numéro officiel 18, subdivision 1244, aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga ;

D. Un lot vacant, coin des rues Orléans et Sherbrooke, dans la ville de Maisonneuve, portant le numéro officiel 18, subdivision 1245, aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga ;

E. Un lot vacant, coin des rues Orléans et Sherbrooke, dans la ville de Maisonneuve, portant le numéro officiel 18, subdivision 1246, aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga ;

F. Un immeuble—avec bâtisses dessus construites, situé sur la rue Saint-André, en la cité de Montréal, portant les numéros civiques 733, 735 et 737, connu et désigné sous le numéro officiel 1207, subdivision 166, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain 1907, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, chambre No 31 ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour supérieure ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Lors de la vente il sera exigé de l'adjudicataire du lot A, un dépôt de \$500.00 ; de l'adjudicataire des lots B, C, D, E, un dépôt de \$50.00 pour chaque lot ; et un dépôt de \$300.00 de l'adjudicataire du lot F.

BISAILLON & BROSSARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 12 novembre 1907.

3439.2

[Première publication, 16 novembre 1907.]

real, is Plaintiff ; and Arsène Dussault, butcher, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, is Defendant, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

A. An immovable situate on Adam and Lasalle streets, in the town of Maisonneuve—with buildings thereon erected, consisting of the following : the subdivided two thirds of the lots of land known and designated as numbers one hundred and seventy four, one hundred and seventy five and one hundred and seventy six, of the official subdivision of lot number eight (2/3, 8-174, 175, 176), of the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, the whole forming part of a lot of land of seventy four feet on Adam street, by eighty feet in depth on Lasalle street, and bounded as follows :

In front by Adam street, on the south west side by the said Lasalle street, in depth by the residue of the said lots 8-174, 175, 176, and in the other side by part of lot 8-177, of the aforesaid official plan and book of reference.

B. A vacant lot, corner of Orleans and Sherbrooke streets, in the town of Maisonneuve, bearing the official number 18, subdivision 1243, on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga ;

C. A vacant lot, corner of Orleans and Sherbrooke, in the town of Maisonneuve, bearing the official number 18, subdivision 1244, on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga ;

D. A vacant lot, corner of Orleans and Sherbrooke streets, in the town of Maisonneuve, bearing the official number 18, subdivision 1245, on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga ;

E. A vacant lot, corner of Orleans and Sherbrooke street, in the town of Maisonneuve, bearing the official number 18, subdivision 1246, on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga ;

F. An immovable—with buildings thereon erected, situate on Saint Andrew street, in the city of Montreal, bearing the civic numbers 733, 735 and 737, known and designated under the official number 1207, subdivision 166, on the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal.

The immovables above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, 1907, sitting the court, in the court room, of the court house, in the city of Montreal, room No. 31 ; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said superior court ; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw against such licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

At the time of the sale a deposit of \$500.00 shall be executed from the purchaser of lot A ; a deposit of \$50.00 on each lot, from the purchasers of lots B, C, D, E ; and a deposit of \$300.00 from the purchaser of lot F.

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th November, 1907.

3440

[First published, 16th November, 1907.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **LES COMMISSAIRES**
No 362. } **L D'ECOLLES DE KING-**
SEY, Demandeurs; contre JOHN LETARTE,
Défendeur.

Le lot numéro sept B (7 B), du cadastre officiel du canton de Kingsey, dans le huitième rang, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix de Kingsey, le **DIXIEME** jour de **DECEMBRE** prochain (1907), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,

Arthabaska, 6 novembre 1907.

[Première publication, 9 novembre 1907.]

Shérif.

3379.2

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **THE SCHOOL COMMIS-**
No. 362. } **SIONERS OF KING-**
SEY, Plaintiffs; against JOHN LETARTE, De-
fendant.

Lot number seven B (7 B), of official cadastra for the township of Kingsey, in the eighth range, containing one hundred acres of land, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Felix of Kingsey, on the **TENTH** day of **DECEMBER** next (1907), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office,

Arthabaska, 6th November, 1907.

[First published, 9th November, 1907.]

Sheriff.

3380

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **ROMUALD CELESTIN**
No 508. } **BROCHU, Demandeur;**
contre FRANÇOIS ALIAS FRANCE BISSON, Dé-
fendeur.

Le lot cadastral numéro cinq cent soixante-dix-huit (578), de la paroisse de Sainte-Marie, Beauce—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie, Beauce, le **ONZIEME** jour de **DECEMBRE** prochain (1907), à **DIX** heures du matin.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif.

Village Saint-Joseph, Beauce, 4 novembre 1907.

\$369.2
[Première publication, 9 novembre 1907.]

Shérif.

\$369.2

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **ROMUALD CELESTIN**
No. 508. } **BROCHU, Plaintiff; against**
FRANCOIS ALIAS FRANCE BISSON, Defendant.

Cadastral lot number five hundred and seventy-eight (578), of the parish of Sainte-Marie, Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie, Beauce, on the **ELEVENTH** day of **DECEMBER** next (1907), at **TEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office.

Village of Saint Joseph, Beauce, 4th November,

1907. 3370
[First published, 9th November, 1907.]

Sheriff.

3370

Ventes par le Sheriff—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Quebec.

Chicoutimi, à savoir : } **MEDEE ROBITAILLE,**
No 1582. } **A de la cité de Québec,**
avocat, conseil du Roi, Demandeur; vs **JOSEPH**
EDMOND TALBOT, de la cité de Québec, commis
voyageur, en sa qualité de curateur dument nommé
à la succession vacante de feu Nazaire Bernatchez,
Défendeur.

Les deux lots de terre qui suivent situés dans le premier rang du canton Dolbeau, dans le district de Chicoutimi, dans la mission de Saint Amédée, savoir : les numéros vingt-deux (22), de quatre-vingt-trois

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Quebec.

Chicoutimi, to wit : } **MEDEE ROBITAILLE,**
No. 1582. } **A of the city of Québec,**
advocate, King's counsel, Plaintiff; vs **JOSEPH**
EDMOND TALBOT, of the city of Québec, commer-
cial traveller, in his capacity of tutor duly ap-
pointed to the vacant estate of the late Nazaire
Bernatchez, Defendant.

The following two lots of land in the first range of the township of Dolbeau, in the district of Chicoutimi, in the mission of Saint Amédée, to wit : numbers twenty two (22), of eighty three acres and

acres et vingt-trois (23), de soixante et seize acres en superficie, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites. Les dits lots étant maintenant connus et désignés sous les numéros 22 et 23 du premier rang sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Dolbeau.

Pour être vendus en bloc, au bureau d'enregistrement, dans la ville de Roberval, à DIX heures de l'avant-midi, le TRENTE ET UNIEME jour du mois de DECEMBRE prochain.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 25 novembre 1907. 3605
[Première publication, 30 novembre 1907.]

twenty three (23), of seventy six acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected. The said lots being at present known and designated under the numbers 22 and 23, of the first range on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Dolbeau.

To be sold in one block, at the registry office, in the town of Roberval, at TEN o'clock in the forenoon, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next.

O. BOSSÉ,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 25th November, 1907. 3606
[First published, 30th November, 1907.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS

District de Richelieu

Montréal, à savoir : } **A**IME BOUCHER, curateur, dûment autorisé à l'effet des présentes, en vertu de l'article 879, du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de Médard Boucher, failli, dans une certaine cause où CARTIER, LARAMEE & CIE, étaient Demandeurs ; et MEDARD BOUCHER, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit Médard Boucher, les immeubles ci-après mentionnées, savoir :

Huit lots de terre situés on la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, connus et désignés sous les numéros deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent soixante et un, deux cent soixante et deux, deux cent soixante et trois et deux cent soixante et quatre, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent vingt-huit, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Pointe-aux-Trembles ; les dits lots de terre faisant front sur la rue Sainte-Catherine.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain (1908) à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND.

Bureau du shérif. Député shérif.
Montréal, 27 novembre 1907. 3649
[Première publication, 30 novembre 1907]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J**OSEPH DUPUY et VICTOR LEFEBVRE, tous deux commerçants, des cité et district de Montréal, faisant affaires ensemble en société sous la raison sociale de "Dupuy & Lefebvre", Demandeurs principaux et Demandeurs par reprise d'instance ; contre les terres et tenements de JOHN J. ROBSON, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Stephenson Goodbody, en son vivant entrepreneur, du même lieu, condamné à reprendre l'instance au lieu et place de Dame Sarah Hudson, de Montréal susdit, veuve de feu Stephenson Goodbody, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs du dit Stephenson Goodbody, savoir : John Hudson Goodbody, Harry Rupert Goodbody et Phylis Margaret Goodbody, défendeur par reprise d'instance.

Saisi comme appartenant et en la possession du dit défendeur par reprise d'instance es-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, d'environ cinquante-

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Richelieu.

Montreal, to wit : } **A**IME BOUCHER, curator No. 4831. } duly authorized for the effect of these presents, under article 879, of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of Médard Boucher, insolvent, seized in a certain cause wherein CARTIER, LARAMEE & Co, were Plaintiffs ; and MEDARD BOUCHER, was Defendant.

Seized as belonging to the said Médard Boucher, the following immoveables, to wit :

Eight lots of land situate in the parish of La Pointe aux Trembles, known and designated under the numbers two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and sixty-one, two hundred and sixty two, two hundred and sixty three and two hundred and sixty four, of the official subdivision of lot number two hundred and twenty eight, of the official plan and book of reference of the said parish of La Pointe aux Trembles ; the said lots of land fronting on Sainte Catherine street.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of JANUARY next (1908), at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND.

Sheriff's Office. Deputy Sheriff.
Montreal, 27th November, 1907. 3650
[First published 30th November, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **J**OSEPH DUPUY and VICTOR LEFEBVRE, both traders, of the city and district of Montreal, carrying on business together in partnership under the name and style of "Dupuy & Lefebvre", principal Plaintiffs and Plaintiffs in continuance of suit ; against the lands and tenements of JOHN J. ROBSON, of the city and district of Montreal, in his capacity of curator to the vacant succession of the late Stephenson Goodbody, in his lifetime contractor, of the same place, condemned to continue the suit in the place and stead of Dame Sarah Hudson, of Montreal aforesaid, widow of the late Stephenson Goodbody, in her capacity of tutrix to the minor children of the said Stephenson Goodbody, to wit : John Hudson Goodbody, Harry Rupert Goodbody and Phylis Margaret Goodbody, defendant in continuance of suit.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant in continuance of suit esqualité, the following immoveable, to wit :

A lot of land situate in Saint Gabriel's ward, of the city of Montreal, about fifty eight (58) feet in

huit (58) pieds de front par une profondeur de trente-cinq (35) pieds—avec bâtisses y érigées et dépendances; étant partie des subdivisions A et C du lot (3308) trois mille trois cent huit, de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Wellington, par le côté sud-ouest par le lot numéro trois mille trois cent sept (3307), des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, par le côté nord est par la rue Charlevoix, et en arrière par l'autre partie des dites subdivisions A et C du dit lot numéro trois mille trois cent huit (3308). les dites bâtisses portant les Nos civiques 903, 905 et 907, de la rue Wellington, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 5 novembre 1907. 3371-2
[Première publication, 9 novembre 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALPHONSE GOUIN, me-
No 1355. } nuisier, du village du
Boulevard Saint-Paul, dans le district de Montréal,
Demandeur; contre les terres et tenements de
PHILIAS MASSÉ, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-huit (288), de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent trente (3930), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et situé dans le village du Boulevard Saint-Paul, comté d'Hochelaga, district de Montréal, sur la troisième avenue.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 6 novembre 1907. 3391-2
[Première publication, 9 novembre 1907.]

front by thirty five (35) feet in depth—with buildings thereon erected and dependencies, being part of subdivisions A and C of lot (3308) three thousand three hundred and eight, of the parish of Montreal; bounded in front by Wellington street, on the south west side by lot number three thousand three hundred and seven (3307), of the said official plan and book of reference of the parish of Montreal, on the north east side by Charlevoix street, and in rear by the other portion of the said subdivisions A and C, of the said lot number three thousand three hundred and eight (3308), the said buildings bearing the civic numbers 903, 905 and 907, of Wellington street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 5th November, 1907. 3372
[First published, 9th November, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALPHONSE GOUIN,
No. 1355. } joiner, of the village of
Boulevard Saint Paul, in the district of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of PHI-
LIAS MASSÉ, of the same place, Defendant.

A lot of land known and designated under the number two hundred and eighty eight (288), of the subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (3930), on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, and situate in the village of Boulevard Saint-Paul, county of Hochelaga, district of Montreal, on the third avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th November, 1907. 3392
[First published, 9th November, 1907.]

Ventes par le Shérif—Québec

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA SOCIÉTÉ DE FABRI-
No 2294. } CATION DE FROMAGE
DE SAINT-LOUIS DE LOTBINIERE; contre
ARSENE BEAUDET ET AL.

Comme appartenant à la demanderesse, à savoir: Une fromagerie avec accessoires et dépendances, située sur le lot No 305 (trois cent cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière, sans comprendre le dit lot No 305, situé concession Saint-Eustache, ni aucune partie d'icelui.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Louis-de-Lotbinière, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Deputy Shérif.
Québec, 23 novembre 1907. 3557
[Première publication, 23 novembre 1907.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } GEORGES DARVEAU,
No 1228. } ESQUALITE; contre Dame
MARIE ANNE GAGNE ET VIR, à savoir:

Le lot No 1010 (mille dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un emplacement situé sur la rue Napoléon—

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } LA SOCIÉTÉ DE FABRI-
No. 2294. } CATION DE FROMAGE DE
SAINT-LOUIS DE LOTBINIERE; against
ARSENE BEAUDET ET AL.

As belonging to the plaintiff, to wit: A cheese factory with accessories and dependencies situate on lot No. 305 (three hundred and five), of the official cadastre for the parish of Saint-Louis-de-Lotbinière, without including the said lot No. 305, situate in Saint Eustache concession, nor any portion thereof.

To be sold at the church door of Saint-Louis-de-Lotbinière, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 23rd November, 1907. 3558
[First published, 23rd November, 1907.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } GEORGES DARVEAU, ES-
No. 1228. } QUALITE; against DAME
MARIE ANNE GAGNE ET VIR, to wit:

Lot No. 1010 (one thousand and ten), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Québec, being a lot of land situate on Napoleon street—

avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances; sujet à une rente annuelle de \$10.00, payable le 29 septembre à la Canada Life Assurance Company.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 28 novembre 1907. 3657
[Première publication, 30 novembre 1907.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } DAME ELIZABETH Mc-
No 1831. } ADAMS; vs ALBERT
H. PETERS ET AL, à savoir :

Le lot No 2566 (deux mille cinq cent soixante-six), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues Des Carrières et avenue Sainte-Geneviève—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 28 novembre 1907. 3655
[Première publication, 30 novembre 1907.]

with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to a yearly rent of \$10.00, payable on the 29th September to the Canada Life Assurance Company.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 28th November, 1907. 3658
[First published, 30th November, 1907.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } DAME ELIZABETH Mc-
No. 1831. } ADAMS; vs. ALBERT
H. PETERS ET AL, to wit :

Lot No. 2566 (two thousand five hundred and sixty six), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Québec, being a lot of land situate on the corner of Des Carrières street and Sainte Geneviève avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 28th November, 1907. 3656
[First published, 30th November, 1907.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Rimouski

No 3485. } PIERRE EMILE D'ANJOU, Dem-
mandeur; vs les héritiers de EDGAR
ALLARD, Défendeurs, et Joseph Allard, èsqualité,
par reprise d'instance.

Comme appartenant au dit Joseph Allard, èsqualité, savoir :

Partie du lot numéro 201, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant un certain emplacement situé en la dite ville, mesurant 67 pieds de front, en avant, et 90 pieds aussi de largeur en arrière, sur 90 pieds de profondeur, le tout mesure française; borné au nord à Ernest Martin, à l'est, partie à Dame F. X. Proulx et partie à Sam. Allard, à l'ouest à Sam. Allard, et au sud, partie à la rue de l'Evêché et partie à Sam Allard—avec les bâties sus-construites et dépendances; sujet à une servitude de passage sur les 12 pieds de l'est du dit emplacement mais en commun avec Sam. Allard. A charge d'une rente foncière de \$21.00, payable le 17 novembre de chaque année aux SS. de la Charité de Rimouski.

Pour être vendu dans mon bureau, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le DIXIEME jour de DECEMBRE 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 31 octobre 1907. 3365-2
[Première publication, 9 novembre 1907.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

No. 3485 } PIERRE EMILE D'ANJOU, Plain-
tiff; vs the heirs of EDGAR AL-
LARD, Defendants, and Joseph Allard, èsqualité,
continuing the suit.

As belonging to the said Joseph Allard èsqualité, to wit :

Part of lot number 201, of the official plan and book of reference for the town of Saint Germain de Rimouski, being a certain lot of land situate in the said town, measuring 67 feet in front, and 90 feet in width in rear by 90 feet in depth, the whole french measure; bounded on the north by Ernest Martin, on the east, partly by Dame F. X. Proulx and partly by Sam. Allard, on the west by Sam. Allard, and on the south, partly by l'Evêché street and partly by Sam. Allard—with the buildings thereon erected and dependencies; subject to the servitude of a right of way over the 12 feet on the east side of the said lot, but in common with Sam. Allard. Subject to the payment of a ground rent of \$21.00, payable on the 17th November of each year to the Sisters of Charity of Rimouski.

To be sold in my office, in the town of Saint Germain de Rimouski, on the TENTH day of DECEMBER, 1907, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 31st October, 1907. 3366
[First published, 9th November, 1907.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **EDWARD JOHN**
 No 777. } **PLANCHE** et
LLOYD LESLIE PLANCHE, faisant affaires ensemble en société dans la ville de Cookshire, dans le dit district, sous les nom et raison de E. J. Planche et Compagnie, commerçants, Demandeurs ; contre **ALBERT T. DOHERTY**, du canton de Eaton, dans le dit district, Défendeur.

Cette étendue ou ce morceau de terre sis et situé dans le canton de Eaton, dans le quatrième rang du dit canton, connu sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Eaton, comme lot numéro six F (6 F), dans le dit quatrième rang—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Aussi cette source d'eau située sur la côte est du lot connu sur le cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Eaton, comme lot numéro sept B, dans le quatrième rang (E côté de 7 B), et ensemble avec le droit de réparer et renouveler les tuyaux en bois ou tuyaux conduisant l'eau de la dite source d'eau à la propriété ci-dessus décrite, et aussi le droit de passer sur la dite terre à travers le lot numéro six E, dans le dit quatrième rang du dit canton, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi d'icelui, pour faire les réparations et renouvellement des dits tuyaux en bois ou tuyaux.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, dans la ville de Cookshire, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du Shérif,

Sherbrooke, 6 novembre 1907.

[Première publication, 9 novembre 1907.]

Shérif.

3403-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **EDWARD JOHN**
 No. 777. } **PLANCHE** and
LLOYD LESLIE PLANCHE, doing business together in partnership at the town of Cookshire, in said district, under the name and firm of "E. J. Planche & Company", traders, Plaintiffs ; against **ALBERT T. DOHERTY**, of the township of Eaton, in said district, Defendant.

That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Eaton, in the fourth range of the said township, known on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton, as the lot number six F (6 F), in the said fourth range—with the buildings and improvements thereon.

Also that certain spring of water being situate on the east side of the lot known upon the official cadastral plan and book of reference for the said township of Eaton, as the lot number seven B, in the fourth range (E side of 7 B), and together with the right of repairing and renewing the logs or pipes leading the water from the said spring of water to the property above described, and also the right to go on the said land across lot number six E, in the said fourth range of said township, on the official cadastral plan and book of reference thereof, for the purpose of doing such repairs and renewing of the said logs or pipes.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille of Cookshire, in the town of Cookshire, on the TENTH day of DECEMBER next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 6th November, 1907.

[First published, 9th November, 1907.]

Sheriff.

3404

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **DAME MARGUE-**
 No 1681. } **RITE WATSON**,

des cité et district de Montréal, veuve de feu John O'Gilvie, en son vivant meunier, du même lieu ; l'honorable Alexandre W. O'Gilvie, sénateur, et Philippe S. Ross, comptable, tous deux de la dite cité de Montréal, et agissant tous trois en leur qualité d'administrateurs et d'exécuteurs-testamentaires du dit feu John O'Gilvie, Demandeurs, es-qualité ; contre **E. FRANK MOSELEY**, Défendeur.

1. Un certain lopin de terre situé en la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, rue Girouard, formant partie du lot numéro six cent soixante-seize (676), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite cité, contenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes ; en front la rue Girouard, en profondeur à l'avenue Corriveau, mentionnée sur le plan du dit terrain annexé à la minute d'un acte de vente consenti par A. J. Corriveau à MM. Nault & Boas, devant Mtre J. M. Borduas, N. P., le 11 octobre 1887, d'un côté au ruisseau Cadoret, et de l'autre côté à la clôture actuellement existante et faisant la ligne de division du dit terrain et celui de la rue Kerouac—avec les bâtisses y érigées.

2. Un autre terrain situé en arrière de celui ci-dessus décrit formant, partie du lot numéro six cent soixante-seize (676), du plan cadastral de la dite cité de Saint-Hyacinthe, renfermé dans les bornes suivantes : en front l'avenue Corriveau ci-dessus men-

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the abovementioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit : } **DAME MARGARET**
 No. 1681. } **WATSON**, of the

city and district of Montreal, widow of the late John O'Gilvie, in his lifetime of the same place, miller ; the Honorable Alexander W. O'Gilvie, senator of Canada, and Philippe S. Ross, accountant, both of the same place, all three acting in their quality of trustees and executors of the last will and codicil thereto of the said late John O'Gilvie, Plaintiffs, es-qualité ; against **E. FRANK MOSELEY**, Defendant.

1. A certain lot of land situated in the city of Saint Hyacinth, district of Saint Hyacinth, on Girouard street, forming part of lot number six hundred and seventy six (676), of the official plan and book of reference for the said city ; bounded in front by Girouard street, in depth by the Corriveau avenue, mentioned on a plan of said lot of land annexed to a deed of sale by A. J. Corriveau to Messrs. Nault & Boas, before Mtre J. M. Borduas, N. P., the 11th of October, 1887, on one side by the Cadoret stream, and on the other side by a fence actually existing used as the division line between said lot of land and the Kerouac street—with buildings thereon erected.

2. Another piece of land situated in rear of the above described, forming part of lot number six hundred and seventy six (676), of the official plan and book of reference for the said city ; bounded in front by the said Corriveau avenue, above men-

tionnée, en profondeur la rivière Yamaska, d'un côté la continuation de la dite rue Kerouac, et de l'autre côté au dit ruisseau Cadoret—sans bâtisse.

Pour être vendus en un seul lot comme une seule propriété, à mon bureau, en la cité de Saint-Hyacinthe, le TRENTE ET UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 27 novembre 1907. 3639
[Première publication, 30 novembre 1907.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs que mentionné plus.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Champlain—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **ALEX. MARCHAND,**
No 942. } Demandeur ; contre
EDOUARD COTÉ, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession nord-ouest du chemin des Piles, de forme triangulaire, contenant environ un arpent de terre en superficie ; borné du côté sud-est par le chemin public, du côté nord par un ruisseau, et du côté sud-ouest par Joseph Vincent, et faisant partie du lot de terre numéro deux cent onze (211), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus décrit qui devait avoir lieu le trente novembre dernier (1906), aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
27 novembre 1907. 3647
[Première publication, 30 novembre 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **EDMOND NARCISSE**
No 134. } **CISSE BEAUDRY,**
Demandeur ; vs J. S. AYOTTE & Cie, et
LIBOIRE SIMON AYOTTE, tous deux conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur solidaire, Liboire Simon Ayotte, savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Luc, dans le rang Saint-James, contenant un arpent de front sur quatorze arpents de profondeur, formant quatorze arpents en superficie ; bornée en front vers le nord-ouest par le chemin public, en profondeurs vers le sud-est par les Nos. 179 et 181, d'un côté vers le sud-ouest par le No 210, de l'autre côté vers le nord-est par le No 212. La dite terre connue et désignée sous le numéro deux cent onze (211), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Luc.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Luc, dans le deuxième rang, contenant deux arpents de front sur vingt-trois arpents et sept perches de profondeur ; bornée en front vers le sud-ouest par le chemin public, en profondeur vers le nord-est par la ligne limitative de la paroisse, d'un côté vers le sud-est par le No 278, et de l'autre côté vers le nord-ouest par le No 280. La dite terre connue et désignée sous le numéro deux cent

tionné, in depth the Yamaska river, on one side the continuation of the said Kirouac street, and on the other side by Cadoret stream—without building.

To be sold *en bloc*, as one property, at my office, in the city of Saint Hyacinth, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 27th November, 1907. 3640
[First published, 30th November, 1907].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, for the county of Champlain—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **ALEX. MARCHAND,**
No. 942. } Plaintiff ; against
EDOUARD COTÉ, Defendant.

An emplacement situated in the parish of Sainte Flore, in the concession north west of the Piles road, of triangular form, containing about one acre of ground in superficies ; bounded on the south easterly side by the public road, on the north side by a brook, and on the south westerly side by Joseph Vincent, and forming part of the lot of land (No. 211) number two hundred and eleven, of the official plan and book of reference of the cadastre for registration of the county of Saint Maurice, for the said parish of Sainte Flore—together with a house thereon constructed, circumstances and dependencies.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable above described which was to have taken place on the thirtieth November last (1906), will take place at the church door of the parish of Sainte Flore, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
27th November, 1907. 3648
[First published, 30th November, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **EDMOND NARCISSE**
No 134. } **BEAUDRY, Plain-**
tiff ; vs. J. S. AYOTTE & Co., and **LIBOIRE**
SIMON AYOTTE, both jointly and severally, De-

fendants. As belonging to the said joint and several defendant, Liboire Simon Ayotte, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Saint Luc, in Saint James range, containing one arpent in front by fourteen arpents in depth, forming fourteen arpents in superficies ; bounded in front on the north west by the highway in depth on the south east by lots numbers 179 and 181, on one side to the south west by No. 210, on the other side to the north east by No. 212. The said lot of land being known and designated as number two hundred and eleven (211), on the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Luc.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Luc, in the second range, containing two arpents in front by twenty three arpents and seven inches in depth ; bounded in front on the south west by the highway, in depth on the north east by the boundary line of the parish, on one side to the south east by lot No. 278, on the other side to the north west by No. 280. The said lot of land being known and designated as number two hundred and

soixante et dix-neuf (279), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Luc—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Luc, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 27 novembre 1907. 3645
[Première publication, 30 novembre 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : { **DAME JULIE RIN-**
No 248. { **GUETTE,** De-
manderesse ; contre **JOSEPH LESAGE, FILS,** Dé-
fendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Paulin, à la concession Saint-Charles, désignée par le numéro trois cent quatre-vingt-quinze (395), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Saint-Paulin.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Léon, à la concession Saint-Charles, désignée par le numéro quatre cent vingt (420), sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé pour la paroisse de Saint-Léon—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus : l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paulin, le TRENTE ET UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léon, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois Rivières, 26 novembre 1907. 3643
[Première publication, 30 novembre 1907.]

Avis Divers

Province de Québec, { *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 1402.

Dame Clara Pharand, épouse de Wilfrid Langevin, entrepreneur, tous les deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs

Wilfrid Langevin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28e jour de novembre 1907.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 novembre 1907. 3675

Avis de Faillites

Province de Québec, { *Cour Supérieure.*
District de Saint-Hyacinthe. }
In re J. Wildor Meloche, Saint-Denis de Richelieu, Qué., Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 16 décembre 1907, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

H. LAMARRE,

Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 26 novembre 1907. 3681

seventy nine (279), of the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Luc—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Luc, on the SECOND day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 27th November, 1907. 3645
[First published, 30th November, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : { **DAME JULIE RIN-**
No 248. { **GUETTE,** Plaintiff ;
against **JOSEPH LESAGE, FILS,** Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Paulin, Saint Charles concession, designated under the number three hundred and ninety-five (395), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Paulin.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Léon, Saint Charles concession, designated under the number four hundred and twenty (420), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé for the parish of Saint Léon—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold as follows : the immoveable firstly described, at the church door of the parish of Saint Paulin, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the morning, and the immoveable secondly described, at the church door of the parish of Saint Léon, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 26th November, 1907. 3644
[First published, 30th November, 1907.]

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, { *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1402.

Dame Clara Pharand, wife of Wilfrid Langevin, contractor, both of the city and district of Montreal, duly authorized to sue.

Plaintiff ;

vs

Wilfrid Langevin, Défendeur.
A suit for separation as to property has been instituted in this cause, on the 28th November, 1907.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th November, 1907. 3676

Bankrupt Notices

Province of Québec, { *Superior Court.*
District of Saint-Hyacinthe. }
In re J. Wildor Meloche, Saint Denis de Richelieu, Qué., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been declared in this matter, and will be open to objection until 16th December, 1907, after which date dividends will be payable at my office.

H. LAMARRE,

Curator.

Office : 99, Saint James street.
Montreal, 26th November, 1907. 3682

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
In re F. X. Gadbois, Maniwaki, Qué.,

Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, le 25e jour de novembre 1907, par ordonnance de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 27 novembre 1907.

3679

District de Saint-François.

In re Philippe Provencher, du canton de Stoke, entrepreneur et négociant, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit Philippe Provencher a, le 27e jour de novembre courant 1907, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le dit district.

F. H. HEBERT,
Gardien provisoire.

3677

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 162.

Alfred Labbé, Demandeur ;

vs

Abraham Salhani, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le 28e jour de novembre 1907, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du défendeur, qui a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes réclamations devront être produites d'ici à un mois.

J. M. MARCOTTE,
Curateur.

No 107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 28 novembre 1907.

3673

PROCLAMATION

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ
Québec. }

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que J.
Assistant-Procurer-Général. } E. Ladouceur,
secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Joliette, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de cette partie de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie, dans le comté de Joliette, dans

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
In re F. X. Gadbois, Maniwaki, Que.,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 25th November, 1907, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.

Montreal, 26th November, 1907.

3680

District of Saint Francis.

In re Philippe Provencher, of the township of Stoke, contractor and trader, Insolvent.

Notice is hereby given that the said Philippe Provencher has, on the 27th day of November instant, 1907, made abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court for the said district.

F. H. HEBERT,
Provisional guardian.

3078

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 162.

Alfred Labbé, Plaintiff ;

vs

Abraham Salhani, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 28th day of November, 1907, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

J. M. MARCOTTE,
Curator.

No. 107, Saint James street.

Montreal, 28th November, 1907.

3674

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ
Quebec. }

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS J.
Assistant Attorney General } Ladouceur, secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Joliette, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Saint Paul, de Lavaltrie, in the county of Joliette, in the said

le dit diocèse catholique romain de Joliette, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie, et d'annexer à la paroisse de Saint-Thomas, dans le comté de Joliette, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Un certain territoire situé dans le rang sud-est, rivière l'Assomption, de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie, comté de Joliette, devant être détaché de cette dernière paroisse pour être annexé à la paroisse de Saint-Thomas, même comté, et comprenant les lots du cadastre officiel de la susdite paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie :

1° Depuis et y compris le numéro soixante-quinze (75), jusqu'au numéro cent six (106), inclusivement ;

2° Le numéro quatre-vingt-quinze A (95 A) ;

3° La partie du numéro trente-huit A (chemin de fer de la rive nord) qui traverse un certain nombre des lots en premier lieu énumérés.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie ci-dessus décrites qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie, et annexée à la paroisse de Saint-Thomas.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Saint-Thomas.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie, fera partie de la dite paroisse de Saint-Thomas, pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notes Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

3683

Index de la Gazette Officielle de Québec No 48.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : — Dmes Archambault vs Allard, 1618 ; Carignat vs Gosselin, 1618 ; Desrochers vs Monier, 1618 ; Dubois vs Sigouin, 1620 ; Forget vs Poirier, 1617 ; Lacoste vs Messier, 1620 ; Leblanc vs Dupont, 1620 ; Lebreux vs Rioux, 1617 ; McAllister vs Morgan, 1617 ; Meloche vs Desjardins, 1617 ; Nadeau vs Collin, 1618 ; Pamerleau vs Guillemot, 1619 ; Pepin dit Lalumière vs Birtz dit Desmarteau, 1619 ; Pharand vs Langevin, 1633 ; Roy vs Brousseau, 1618 ; Sasseville vs Armaly, 1619 ; St. Amand vs Jolicoeur, 1618 ; Valérie vs Paradis, 1619.

roman catholic diocese of Joliette, which they think most expedient to be detached from the said parish of Saint Paul de Lavaltrie, and to be annexed to the parish of Saint Thomas, in the county of Joliette, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

A certain territory situate in the south east range, Assomption river, of the parish of Saint Paul de Lavaltrie, county of Joliette, to be detached from the latter parish and to be annexed to the parish of Saint Thomas, same county, and comprising the following lots of the official cadastre of the aforesaid parish of Saint Paul de Lavaltrie :

1. From and including number seventy five (75), to number one hundred and six (106), inclusively.

2. Number ninety-five A (95A) ;

3. The part of number thirty-eight A (North Shore Railway) which runs through a certain number of the lots firstly above mentioned.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of Saint Paul de Lavaltrie hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of Saint Paul de Lavaltrie, and to be and remain annexed to the parish of Saint Thomas.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of Saint Paul de Lavaltrie above described, to be detached from the said parish of Saint Paul de Lavaltrie, and to be and remain annexed to the said parish of Saint Thomas.

And We do hereby, constitute the said part of the said parish of Saint Paul de Lavaltrie, to be hereafter part of the said parish of Saint Thomas, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

3684

Index of the Quebec Official Gazette, No. 48.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Archambault vs Allard, 1618 ; Carrignat vs Gosselin, 1618 ; Desrochers vs Monier, 1582 ; Dubois vs Sigouin, 1583 ; Forget vs Poirier, 1617 ; Lacoste vs Messier, 1620 ; Leblanc vs Dupont, 1620 ; Lebreux vs Rioux, 1617 ; McAllister vs Morgan, 1617 ; Meloche vs Desjardins, 1617 ; Nadeau vs Collin, 1618 ; Pamerleau vs Guillemot, 1619 ; Pepin dit Lalumière vs Birtz dit Desmaateau, 1619 ; Pharand vs Langevin, 1633 ; Roy vs Brousseau, 1618 ; Sasseville vs Armaly, 1619 ; St. Amand vs Jolicoeur, 1618 ; Valérie vs Paradis, 1619.

- ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : —**
Dme Beaudette vs Fontaine, 1619.
- ANNONCEURS : — Avis aux : —** Concernant avis, etc., 1605.
- ARRÊTÉS EN CONSEIL : —** Article 12, des règlements des Bois et Forêts, 1608 ; L'ordre en conseil No 12 amendé, 1609 ; Rapport assermenté au ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, 1609 ; Tarif de péage en faveur de L. Gauthier, 1609.
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE : —** Chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, 1620.
- ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : —** Young Ladies Hebrew Orphans Protective Association, 1608.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. : —** Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1618 ; Conseil législatif, 1611.
- CERCLE AGRICOLE : —** Formation de : — Paroisse de Saint-Jean des Piles, 1608.
- COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS : —** Dominion Metal and Manufacturing Coy, 1608 ; Toronto Bedding Coy, 1608.
- DEMANDES À LA LÉGISLATURE : —** Alexandra Hospital, 1616 ; Club Université de Montréal, 1616 ; Compagnie de chemin de fer de la Baie des Ha ! Ha !, 1615 ; Corporation de la ville d'Acton, 1616 ; Incorporation de la cité de Hull, 1615 ; L'Œuvre du Patronage de Saint-Hyacinthe, 1615 ; L'Union Saint-Jean-Baptiste du Canada, 1616 ; Menard, Joseph et autres, 1616 ; Redpath, John, succession, 1615 ; Strathcona Fire Insurance Co, 1617.
- DÉPUTÉ ÉLU : —** District électoral de Montmorency, 1605.
- FAILLIS : —** Authier, 1623 ; Bertrand, 1662 ; Bessette, 1623 ; Bouchard, 1622 ; Bouthillier, 1621 ; Excelsior Cloak Co, 1624 ; Gadbois, 1634 ; Guay, 1622 ; Leblanc, 1621 ; Meloche, 1633 ; Méthot, 1662 ; Méthot, 1622 ; Michaud, 1623 ; Pilon, 1623 ; Provencher, 1634 ; Rutenberg & Co, 1621 ; Salhani, 1634 ; The American Costume Co, 1621 ; The Lake Saint Joseph Hotel, 1624 ; The Sovereign Laundry Coy, 1624 ; Toupin, 1623.
- LETTRES PATENTES : —** A. Colson Coy, 1610 ; La Cie d'Exposition des comtés de Québec-Sud, 1609.
- LIQUIDATION : —** Broughton Asbestos Coy, 1624.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : —** Demande d'annexer ou d'ériger, etc. : — Village de Saint-Moïse, comté de Matane, 1611.
- NOMINATION : —** Juge de paix en vertu de l'article 2572 : — 1605.
- NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : —** Par Joseph Severin Beaudet, 1611 ; Par W. B. J. Reddy, 1611 ; Par J. Adélaré Gilbert, 1611.
- PROCLAMATIONS : —** Convocation des chambres, 1606 ; Village de Pontgravé, 1607 ; Paroisse Saint-Paul annexée à Saint-Thomas, comté de Joliette, 1634.
- RÈGLES DE COUR : —** Bussièrès vs Drolet, 1625 ; Hogue vs O'Gilvie & Watson, 1625.
- ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : —**
Dme Beaudette vs Fontaine, 1619.
- ADVERTISERS : —** Notice to : — Respecting notices, &c., 1605.
- ORDERS IN COUNCIL : —** Article 12, of the Woods and Forest Regulations, 1608 ; The order in Council No. 12 amended, 1609 ; Sworn report to the minister of Colonization, Mines and Fisheries, 1809 ; Tariff of tools in favor of L. Gauthier, 1609.
- ANNUAL GENERAL MEETING : —** Québec and Lake Saint John Railway, 1520.
- ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY : —** Young Ladies Hebrew Orphan Protective Associations, 1608.
- PRIVATE BILLS, P. Q. : —** Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1613 ; Legislative Council, 1611.
- FARMERS' CLUB : —** Formation of : — Parish of Saint Jean des Piles, 1608.
- COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS : —** Dominion Metal and Manufacturing Coy, 1608 ; Toronto Bedding Coy, 1608.
- APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —** Alexandra Hospital, 1616 ; University Club of Montreal, 1616 ; Compagnie de chemin de fer de la Baie des Ha ! Ha !, 1615 ; Corporation of the town of Acton, 1616 ; Incorporation of the city of Hull, 1615 ; L'Œuvre du Patronage de Saint-Hyacinthe, 1615 ; L'Union Saint Jean Baptiste du Canada, 1616 ; Menard, Joseph and others, 1616 ; Redpath, John, estate, 1615 ; Strathcona Fire Insurance Co, 1617.
- MEMBER ELECTED : —** Electoral district of Montmorency, 1605.
- INSOLVENTS : —** Authier, 1623 ; Bertrand, 1663 ; Bessette, 1623 ; Bouchard, 1622 ; Bouthillier, 1621 ; Excelsior Cloak Co, 1624 ; Gadbois, 1634 ; Guay, 1622 ; Leblanc, 1621 ; Meloche, 1633 ; Méthot, 1662 ; Méthot, 1622 ; Michaud, 1623 ; Pilon, 1623 ; Provencher, 1634 ; Rutenberg & Co, 1611 ; Salhani, 1634 ; The American Costume Co, 1621 ; The Lake Saint Joseph Hotel, 1624 ; The Sovereign Laundry Coy, 1674 ; Toupin, 1623.
- LETTERS PATENT : —** A. Colson Coy, 1610 ; The Quebec Southern Counties Exhibition Coy, 1609.
- LIQUIDATION : —** Broughton Asbestos Coy, 1624.
- SCHOOL MUNICIPALITIES : —** Application to annex or to erect, &c. : — Village of Saint Moïse, county of Matane, 1611.
- APPOINTMENTS : —** Justice of the peace in virtue of article 2572 : — 1605.
- NOTARIAL MINUTES APPLICATION FOR TRANSFER : —** By Joseph Severin Beaudet, 1611 ; By W. B. J. Reddy, 1611 ; By J. Adélaré Gilbert, 1611.
- PROCLAMATIONS : —** Parliament convoked, 1606 ; Village of Pontgravé, 1607 ; Parish Saint Paul annexed to Saint Thomas, county of Joliette, 1634.
- RULES OF COURT : —** Bussièrès vs Drolet, 1625 ; Hogue vs O'Gilvie & Watson, 1625.

RESOLUTION : — Conseil municipal du comté du Bonaventure, 1620.

VENTE PAR ENCAN : — Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, 1621.

VENTE PAR LICITATION : — Dme Mayrand vs Dussault, 1625.

VENTES PAR LES SHÉRIFS .

ARTHBASKA : — Commissaires d'école de Kingsey vs Letarte 1627.

BEAUCOE : — Brochu vs Bisson, 1627.

CHICOUTIMI : — Robitaille vs Talbot, 1627.

MONTRÉAL : — Boucher, failli, 1628 ; Dupuy & Lefebvre vs Robson, 1628 ; Gouin vs Massé, 1629.

QUÉBEC : — Darveau es-qualité vs Dme Gagné et vir, 1629 ; McAdams (Dme) vs Peters et al, 1629.

RIMOUSKI : — Danjou vs héritiers Allard, 1528.

SAINT-FRANÇOIS : — Planche & Coy vs Doherty, 1630.

SAINT-HYACINTHE : — Dme Watson et al es-qualité vs Moseley, 1631.

TROIS-RIVIÈRES : — Beaudry vs Ayotte et al, 1632 ; Marchand vs Côté, 1632 ; Ringuette (Dme) vs Lesage, 1633.

RESOLUTION : — Municipal council of the county of Bonaventure, 1620.

AUCTION SALE : — Canadian Pacific Railway, 1621.

SALE BY LICITATION : — Dme Mayrand vs Dussault, 1625.

SHERIFFS' SALES :

ARTHBASKA : — The School Commissioners of Kingsey vs Letarte, 1627.

BEAUCOE : — Brochu vs Bisson, 1627.

CHICOUTIMI : — Robitaille vs Talbot, 1627.

MONTRÉAL : — Boucher, insolvent, 1628 ; Dupuy & Lefebvre vs Robson, 1628 ; Gouin vs Massé, 1629.

QUÉBEC : — Darveau es-quality vs Dme Gagné et vir, 1629 ; McAdams (Dme) vs Peters et al, 1629.

RIMOUSKI : — Danjou vs heirs Allard, 1528.

SAINT-FRANÇOIS : — Planche & Coy vs Doherty, 1630.

SAINT-HYACINTHE : — Dme Watson et al es-qualité vs Moseley, 1631.

THREE RIVERS : — Beaudry vs Ayotte et al, 1632 ; Marchand vs Côté, 1632 ; Ringuette (Dme) vs Lesage, 1633.

